



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 11 JANVIER 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 5037

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au ministère de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le sous-signé autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporation.

Dans le comté de Rimouski, les cercles ci-dessous sont autorisés, sous les noms suivants, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs ".

" Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Anne et la Pointe-au-Père ".

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.
Quebec, 7th January, 1913. 97

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21e jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Leo Hayden O'Connor et Montague Schayer Kilby,

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 11th JANUARY, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 5038

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such clubs, which are hereby constituted a corporation.

In the county of Rimouski, the following clubs are authorized under the following names, to wit :

" Farmer's club of the parish of Saint François-Xavier des Hauteurs ".

" Farmer's club of the parish of Sainte-Anne de la Pointe-au-Père ".

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture and Roads.
Quebec, 7 janvier 1913. 98

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 21st day of December, 1912, incorporating Messrs. Leo Hayden O'Connor, and Montague Schayer Kilby, agents, William

agents, William Albert Magor, courtier, Elizabeth Trotter, sténographe, et Emile J. Gagnier, peintre, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, vendre, importer toute sorte de jouets, jeux non prohibés par la loi, objets d'amusements, jeux de patience, calendriers et spécialités d'annonces, telles que cartes, crayons, plumes, avec ou sans annonces et noms sur iceux ;

Ouvrir des magasins dans le but de vendre es dites spécialités de jeux, jeux de patience ;

Conduire une affaire faisant spécialement le commerce avec ces articles dans le but de vendre à commission les susdits articles, et exploiter toute nouvelle invention ou inventions construites pour amuser, annoncer et instruire ; les placer sur le marché par l'intermédiaire d'agents de ventes, voyageurs à commission, annonces ; et faire plus spécialement le commerce du jeu connu sous le nom de "parlor base-ball" ; acheter toutes patentes ayant rapport aux dits jeu et amusement ; manufacturer, vendre le dit jeu en gros et en détail, et faire en général les affaires de libraires et marchands de spécialités, sous le nom de "Eureka Parlor Games and Toys Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5313-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1912, constituant en corporation MM. Jeffrey X. Cossette, cultivateur, Alfred A. Trudel, industriel, J. A. Gravel, notaire, de St-Narcisse, Hygin X. Cossette, cuisinier, et Jean-Baptiste Cossette, cultivateur, de Grand'Mère, dans les buts suivants :

Fabriquer spécialement et exploiter une charrue brevetée par Jeffrey X. Cossette, pour le creusage des fossés et pour l'amélioration des chemins et généralement fabriquer et exploiter toutes espèces de charrues ;

Fabriquer et exploiter toutes espèces de machines agricoles nécessaires et utiles à l'agriculture ;

Etablir une fonderie pour la préparation sous toutes ses formes des ouvrages, en fonte, en fer, en cuivre, en bronze, en aluminium, et de faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturées, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint-Narcisse", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents actions (400) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Narcisse, comté de Champlain.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5311-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Louis N. Lefebvre, comptable, M. R. Normandin, sténographe, Lauréat J. Asselin, commis-pharmacien, H. C. Cholette, agent, et John P. Cuddy, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agents d'immeubles et de courtiers financiers en général, et comme tels entreprendre des investigations, évaluations, achats, ventes, échanges, subdivisions et autres, de propriétés immobilières et le loyer des propriétés, percevant les rentes, et tenant des ventes par encan de

Albert Magor, broker, Elizabeth Trotter, stenographer, and Emile J. Gagnier, painter, of the city of Montreal, for the following purposes :

The manufacturing, selling, importing of all kinds of toys, games not prohibited by law, objects of amusements, puzzles, calendars and advertising specialties, such as cards, pencils, pens, with or without advertisements and names on them ;

The opening of stores, for the purposes of selling said specialties games, puzzles ;

The carrying on of a business specially dealing with these articles for the purposes of selling on commission the aforesaid articles, of buying same to retail them, or of buying patent rights, and exploiting any new devices or devices constructed to amuse, advertized, and instruct ; to place them on the market, through sales agents, commission travellers, advertising ; to deal more especially with the game known as parlor base-ball game ; buy all patents connected with said game and amusement, manufacture, sell, in wholesale or retail said game ; and do business generally as stationers and specialty dealers, under the name of "Eureka Parlor Games and Toys Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5314

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December 1912, incorporating Messrs. Jeffrey X. Cossette, farmer, Alfred A. Trudel, manufacturer, J. A. Gravel, notary, of Saint Narcisse, Hygin X. Cossette, cook, and Jean Baptiste Cossette, farmer, of Grand'Mere, for the following purposes :

To especially manufacture and exploit a plow patented by Jeffrey X. Cossette, for the digging of ditches and the improvement of roads and generally make and exploit all kinds of plows ;

To make and exploit all kinds of agricultural implements necessary and useful for farming purposes ;

To establish a foundry for the general preparation of cast-iron, copper, brass and aluminum products and to deal in all such things thus manufactured, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint Narcisse", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Saint Narcisse, county of Champlain.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5312

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1912, incorporating Messrs. Louis N. Lefebvre, accountant M. R. Normandin, stenographer, Lauréat J. Asselin, drug clerk, H. C. Cholette, agent, and John P. Cuddy, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of real estate agents, and financial brokers generally, and as such to undertake investigations, valuations, purchases, sales, exchanges, subdivisions and the like of immoveable properties and the renting of properties collecting rents, and holding auction sales of move-

propriétés mobilières et immobilières, sujettes aux lois des licences ;

Acheter, vendre, échanger, assumer et en général faire le commerce de propriétés mobilières et immobilières de toute sorte et description ;

Faire en général les affaires de placements et de finances ;

Acheter, vendre, assumer et en général faire le commerce de stocks, obligations, débetures et autres garanties, les offrir pour souscription, et négocier des prêts pour leur propre compte et en qualité de courtiers, agents et gérants pour autres et garants ;

Faire les affaires de courtiers d'assurance et d'agents d'assurance ;

Promouvoir, conduire, diriger et amalgamer ou aider à amalgamer des sociétés, associations, syndicats ou corporations ;

Acheter, louer, vendre, échanger des mines, droits de mines système d'ouvrages hydrauliques, limites à bois, système d'éclairage électrique, licences, lots de grève, privilèges, franchises, pouvoirs et droits ou tout intérêt en icelles, et les développer et utiliser, manufacturer les produits d'iceux et en faire le commerce ;

Acheter, louer, vendre, échanger et faire des affaires industrielles de toutes sorte et description, soit comme une affaire en opération ou autrement, pouvoirs et droits ou tout intérêt en icelles, et les développer et utiliser et manufacturer les produits d'icelles et en faire le commerce ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée ; garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement les actions et garanties pour toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ; vendre, louer les biens et entreprise de la compagnie ou toute partie d'iceux pour telles considérations que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie, ou en disposer autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables et prêter de l'argent aux clients et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie ;

Emettre et répartir comme stock acquitté de la compagnie en paiement ou partie de paiement des affaires, franchises, entreprise, clientèle, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, des immeubles, stocks, obligations et débetures ou autres biens ou droits qui peuvent être légalement acquis ;

Acquérir et entreprendre, en tout ou en partie, les affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie ; émettre aucun des fonds de la compagnie dans l'achat de stock ou obligations dans toute autre corporation ;

Assurer et percevoir comme paiement pour ses services ou d'aucun de ses officiers ou employés, les dépenses, honoraires, commissions ou autre forme de rémunération ou valeur, ou selon qu'il peut être convenu entre la compagnie et les personnes faisant affaires avec icelle ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs ; faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles aux susdits objets ; agir comme agents en général ; les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou terme de tout autre paragraphe, sous le nom de "Investment Agencies Limited", avec un capital total de cent vingt-cinq mille piastres

able and immoveable properties, subject to the license laws ;

To buy, sell, exchange, underwrite and generally deal in moveable and immoveable properties of any kind and description ;

To carry on general investment and financial business ;

To buy, sell, underwrite and generally deal in stock, bonds, debentures, and other securities, offer them for public subscription, and negotiate loans for their own account as in the capacity of brokers, agent, and managers for others and guarantors ;

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents ;

To promote and to manage and direct and to amalgamate or cause to be amalgamated any firm, associations, syndicates, or corporation ;

To purchase, lease, sell, exchange mines, mining rights, water-work system, timber limits, electric light system licences and water lots, privileges, franchises, powers and rights or any interests therein and to develop and utilized the same and manufacture and deal in the product thereof ;

To purchase, lease, sell, exchange and generally deal in industries of any kind and descriptions either as a going concern or otherwise, powers and rights or any interests therein and to develop and utilize the same and manufacture and deal in the products thereof ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, to guarantee the contracts or otherwise assist, any such person or company and to take or, otherwise acquire shares and securities for any such company and to sell, hold, reissue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ; to sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, and to lend money to customers and others having dealings with the company ;

To issue and allot as fully paid up, stock of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, good-will, powers, privileges, lease, licences, contracts, real estate, stocks, bonds and debentures, or other property or rights which it may lawfully acquire.

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, or company carrying on any business which the company is authorized to carry or possessed of property suitable for the purposes of the company ; to issue any of the company's funds in the purchase of stock or bonds in any other corporation ;

To secure and collect as a return for its services or of any of its officer or employees, expenses, fees, commissions or any other form of remuneration or value or as may be agreed between the company and persons dealing therewith.

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ; to do all such other things as are incidental or conducive of the above objects ; to act as agents generally ; the powers in each case to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of each other, under the name of "Investment Agencies Limited", with a capital stock of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00) divided

(\$125,000.00), divisé en douze cent cinquante (1250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

103

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Eugène Julien, commerçant, Frédéric Canac Marquis, industriel, Louis Canac Marquis, industriel, Samuel Fleury, voyageur de commerce, Dolor Adélarde Gauvreau, comptable, Joseph Olida Lagueux, comptable, Joseph Adélarde Boulé, gérant, Paul Louis Boutet, teneur de livres, et Joseph Emile Drouin, voyageur de commerce, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles, comme propriétaire ou agent ;

Acquérir, acheter, louer et posséder à quelque titre légal que ce soit, ainsi que diviser, subdiviser, exploiter, développer, améliorer, bâtir, aliéner, vendre, louer, concéder, échanger et hypothéquer des immeubles, terrains, droits immobiliers, constructions, maisons et bâtiments quelconques ;

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs de maisons, édifices et bâtiments quelconques, ainsi que le commerce et l'industrie d'entrepreneur et de commerçant en tous matériaux concernant l'industrie du bâtiment et la construction en général ;

Conclure tout contrat, marché ou convention pour construire et entretenir, ou pour faire construire et entretenir, des rues, chemins, ruelles, parcs et jardins ;

Acheter et vendre du bois de toute nature et description, le manufacturer et en général exercer le commerce et l'industrie du bois, et construire, posséder et exploiter pour cela les moulins et établissements utiles ;

Acquérir, louer, posséder, exploiter et aliéner de toute manière des sources, cours d'eau, aqueducs, droits de passages, pouvoirs électriques, à vapeur, hydrauliques ou autres, ainsi que construire des aqueducs, usines génératrices de force électrique, hydraulique ou autre, et tous établissements ou travaux analogues ;

Produire, employer, louer et vendre dans le district de Québec, l'eau, la force motrice, l'éclairage électrique, et tous pouvoirs artificiels, pourvu que la vente ou transmission de telle force hors les propriétés de la compagnie soit soumise aux lois locales et municipales ;

Faire des prêts ou avances d'argent, et prendre et donner des hypothèques ou autres garanties ; emprunter de l'argent et en garantir le paiement par bons, débiteurs, hypothèques ou autrement ;

Faire le commerce de courtier d'assurance sur la vie, sur le feu, les accidents et sur tous autres risques ;

Faire commerce général, acheter et vendre des produits et marchandises quelconques et faire en général les affaires de commerçants et marchands ;

Acheter, acquérir et posséder, en tout ou en partie, les affaires, le commerce, stock, actif et passif de toute personne ou compagnie, faisant des affaires semblables, et en payer le prix soit en argent, soit en parts acquittées dans le capital-actions de la compagnie, ou partie en argent et partie en parts acquittées ;

Vendre et aliéner à quelque titre que ce soit les droits, entreprises et propriétés de la compagnie en tout ou en partie, pour deniers ou valeurs, aux termes et conditions qui seront jugés convenables ;

into twelve hundred and fifty (1250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

104

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty sixth day of December, 1912, incorporating Messrs. Eugène Julien, trader, Frédéric Canac Marquis, manufacturer, Louis Canac Marquis, manufacturer, Samuel Fleury, commercial traveler, Dolor Adélarde Gauvreau, accountant, Joseph Olida Lagueux, accountant, Joseph Adélarde Boulé, manager, Paul Louis Boutet, book keeper, and Joseph Emile Drouin, commercial traveler, of the city of Québec, for the following purposes :

To deal in real estate as owner or agent ;

To acquire, buy, lease and hold under any legal title whatsoever, and divide, subdivide, exploit, develop, improve, build, alienate, sell, lease, grant, exchange and hypothecate immovable, lands, immovable rights, structures, houses and buildings of all kinds.

To carry on the business and industry of builders of houses, edifices and buildings of all kinds as well as the business and industry of contractor and dealer in any material relative to the building industry in general ;

To conclude any contract, bargain or agreement to build and maintain, or for the construction and maintenance of streets, roads, lanes, parks and gardens ;

To buy and sell lumber of all kind and description, manufacture same and in general carry on the lumber business and industry and construct hold and exploit for that purpose the required mills and establishments ;

To acquire, lease, hold, exploit and alienate in any manner, springs, streams, water-works, right-of-way, electric, steam, hydraulic or other powers, and contract water-works shops for the generation of electric, hydraulic or other power and any similar establishments or works ;

To generate, employ lease and sell in the district of Québec water, motive power, electric light, and any artificial power, provided that the sale or transmission of such power beyond the property of the company be subject to all local and municipal laws ;

To make loans or advances of money and take and give hypothecs or other securities, borrow money and secure the payment thereof by means of bonds, debentures, hypothecs or otherwise ;

To carry on the business of insurance broker on life, fire, accident and any other risks ;

To carry on the business of general merchants buy and sell all kinds of products and merchandise and in general carry on business as traders and merchants ;

To purchase, acquire and hold the whole or any part of the business, trade stock, assets and liabilities of any person or company engaged in similar business and to pay for the same either in cash or in paid-up shares of the capital stock of the company or partly in cash and partly in paid up shares ;

To sell and alienate by any title whatsoever, the rights, undertaking and property of the company in whole or in part, for cash or securities, on the terms and conditions which may be deemed convenient ;

Emettre, attribuer et livrer à toute personne, société ou compagnie, des parts ou actions acquittées dans le capital-actions de la compagnie en paiement des services rendus, d'effets, marchandises, valeurs ou crédits fournis, et de toutes franchises, entreprises, propriétés, débetures, valeurs, garanties, créances, droits, privilèges, hypothèque que cette compagnie pourra acquérir, et de toutes dettes et obligations qu'elle pourra contracter ;

Se fondre avec toute autre compagnie ayant un objet en tout ou en partie analogue.

Faire le commerce et les affaires qui peuvent être accessoires aux objets susdits, ou s'y rattacher, et que la compagnie peut avoir l'occasion de faire dans la mise en opération de ses pouvoirs, l'exploitation de ses industries et l'exercice de son commerce, sous le nom de "La Compagnie des Terrains Julien Limitée", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

99

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. J. Alexandre Carignan, marchand, Téléphore Richard, hôtelier, Cléophas Hermilien Moineau, hôtelier, Zéphirin Fournier, commis, Jos. Emile Dessurault, commis, de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Exploitation d'un théâtre, vues animées, vaudeville, drame, comédie, opéra ;

Engager, louer les services de troupes, compagnies dramatiques et compagnies d'opéra ;

Transiger, négocier avec toute autre compagnie faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce et à l'exploitation d'un théâtre ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Exploiter des lieux d'amusements ;

Louer, sous-louer, par contrat ou autrement des salles en entier ou par partie pour des fins de théâtre, vues animées, d'amusements, d'assemblée et de commerce ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débetures ou sur d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner, totalité ou partie de ses propriétés ;

Agir comme agent pour toute société ou personnes faisant les mêmes affaires ;

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre toutes sortes d'articles de théâtre, de vues animées et généralement tous articles compris dans l'exploitation d'un théâtre ou de vues animées, sous le nom de "La Compagnie Théâtrale de Trois-Rivières, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

19-2

Sous-secrétaire de la province

To issue, allot and hand over to any person, association or company paid-up shares or stock of the capital stock of the company in payment for services rendered, goods, merchandise, security or credit allowed and for any franchises, undertakings, property, debentures, securities, pledges, claims, rights, privileges, hypothecs that this company may acquire, and for any debt and obligation it may contract ;

To amalgamate with any other company having wholly or partly similar objects ;

To deal in and carry on any business accessory to the foregoing objects, or connected therewith, and that the company may have the occasion to carry on in the operation of its powers, the exploitation of its industries and the carrying on of its business, under the name of "La Compagnie des Terrains Julien, Limitée", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

100

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 27th day of December, 1912, incorporating Messrs. J. Alexandre Carignan, merchant, Téléphore Richard, hotel keeper, Cléophas Hermilien Moineau, hotel keeper, Zéphirin Fournier, clerk, Jos. Emile Dessurault, clerk, of the city of Three Rivers, for the following purposes :

The exploitation of a theatre, moving pictures, vaudeville, drama, comedy, opera ;

To hire, lease the services of troupes, dramatic and opera companies ;

To deal and negotiate with any other company engaged in the same business, and generally carry on the operations necessary to the business and exploitation of a theatre ;

To exploit amusement resorts ;

To lease, sub-lease by contract or otherwise the whole or parts of halls for theatrical, moving pictures, amusement, meeting and commercial purposes ;

To borrow money on notes, obligations, hypothecs, debentures or other suitable securities ;

To sell shares to other companies and redeem same ;

To buy shares from other companies and resell same ;

To sell, alienate the whole or part of its properties ;

To act as agents for any association or persons engaged in the same business ;

To manufacture, buy, import, export, sell all kinds of theatrical and moving pictures articles, and generally all articles used in the operation of a theatre or moving pictures, under the name of "La Compagnie Théâtrale de Trois-Rivières, Limitée," with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollar (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

20

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de décembre 1912, à la compagnie "La Société Coopérative de Frais Funéraires", incorporée par lettres patentes originaires, en date du seizième jour d'août 1895, par lesquelles elle est autorisée à continuer ses affaires sous la nouvelle loi, avec ses pouvoirs déjà énumérés dans les dites lettres patentes, et, en plus les pouvoirs additionnels suivants :

Faire les affaires de directeurs, entrepreneurs et embaumeurs funéraires dans toutes leurs branches, et faire, manufacturer tous les articles ayant rapport aux affaires d'entrepreneurs et directeurs de pompes funèbres, d'embaumement et de crémation, en disposer et en faire le commerce.

Mettre en opération un système coopératif d'inhumation en faisant des arrangements avec les personnes, familles et institutions, par lequel, pour le paiement ou autrement d'une somme ou sommes d'argent convenus, la société se chargera d'inhumer, sans frais le corps de la personne, ou les corps des personnes contractant ainsi avec la dite société.

Acheter, vendre des fleurs et tributs floraux pour servir aux funérailles ou crémation y ayant rapport, et de plus d'augmenter son fonds social jusqu'au montant de cent mille piastres (\$100,000.00), divisant le nouveau fonds social de soixante et dix mille piastres (\$70,000.00), en sept cent (700) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD

15-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21ème jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Raoul Charles Déry, courtier en immeubles, Albert Déry, négociant, Joseph Henri Venne, commis, Alfred Roy, comptable, et Eva Caron, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles, acheter, posséder, améliorer, cultiver, louer, vendre et échanger des immeubles des terrains et des terres cultivées ou non cultivées et en faire le commerce ou en disposer autrement et pour ces fins payer et placer le capital de la compagnie sur achat d'immeubles et terrains et sur leur développement et leur amélioration s'il est jugé utile et nécessaire et faire généralement toutes les affaires de courtiers en immeubles ;

Avoir le droit de faire des avances aux acquéreurs des terrains de la compagnie et autres personnes pour les fins de construction et autres améliorations et prendre et détenir des hypothèques, garanties et cautionnement pour garantir ces avances et prêts et pour le prix d'achat de ces terrains ;

Sur les terrains de la compagnie faire et construire des chemins, des ponts, des maisons, des fabriques et autres travaux propres à leur amélioration et leur mise en valeur ;

Vendre tout ou partie des immeubles et biens de la compagnie pour les considérations que la compagnie jugera à propos et recevoir en paiement de l'argent, des actions, des débetures ou en garantie de toute autre compagnie ayant des objets similaires à celle-ci ;

Acheter, exploiter, louer et vendre des forces hydrauliques ou toute autre source de lumière, chaleur ou forces motrices et tout ce qui s'y rapporte ;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie jugera avantageuse et pouvant augmenter la valeur de la propriété ou des droits de la compagnie et faire toute autre chose se rapportant aux fins ci-dessus et pouvant les atteindre ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of December, 1912, to the company "La Société Coopérative de Frais Funéraires", incorporated by original letters patent, dated the sixteenth day of August, 1895, by which the said company is authorized to continue carrying on its business under the new act, with the powers already enumerated in the said letters patent, and, in addition thereto, with the following additional powers :

To carry on business as funeral director and embalmer, undertaker in all branches thereof, and to make, manufacture, deal in all articles incidental to the business of funeral directors and undertakers, embalming and cremating, and dispose thereof ;

To operate a burial cooperative system by making arrangements with persons, families or association, under which for the payment, or otherwise, of a sum or sums of money agreed upon, the association will bind itself to bury, free of costs, the body of the person, or the bodies of the persons entering into such a contract with the said association ;

To buy and sell flowers and floral offerings used in funerals or cremations or incidental thereto, and further to increase its capital stock up to the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), dividing the new capital stock of seventy thousand dollars (\$70,000.00), into seven hundred (700) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

16

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1912, incorporating Messrs. Raoul Charles Déry, realty broker, Albert Déry, trader, Joseph Henry Venne, clerk, Alfred Roy, accountant, and Miss Eva Caron, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in real estate, buy, hold, improve, cultivate, lease, sell, exchange, deal in or otherwise dispose of lots and lands, cultivated or uncultivated and for that purpose to pay out and invest the capital of the company in the purchase of real estate and lots and for their development and improvement, if such is deemed useful and necessary and to generally carry on the business of realty brokers ;

To have the power to make advances to the purchasers of the lands of the company and other persons for building purposes or other improvements, and take and hold hypothec, securities and liens to secure such advances or loans and the purchase price of said lands ;

To make and construct on the lands of the company, roads, bridges, houses, manufactories and other works deemed fit to improve such lands or enhance their value ;

To sell the whole or part of the immovable or property of the company for the consideration that the company may think fit and to receive in payment or security thereof cost, shares or debentures of any other company having objects similar to those of the company ;

To buy, exploit, lease and sell hydraulic powers or other means of lighting and heating or motive power and all things incidental thereto ;

To carry on any other industry, manufacturing or otherwise, that the company may think advantageous or capable of increasing the value of the property or rights of the company and do any other things incidental or conducive to the hereinabove purposes ;

Construire des maisons sur ses terrains et le louer, vendre ou échanger ;

Payer pour services rendus, pour biens achetés, terrains et franchises, avec des débentures ou des actions acquittées de la compagnie, en tout ou en partie ;

Exercer l'industrie de marchands et producteurs de plantes, graines, fleurs et produits de pépinière pour les acquéreurs de terrains et le marché généralement ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, pour coopération, pour concession réciproque et prendre et acquérir autrement des actions et garantie de telle compagnie, les vendre, détenir ou en faire le commerce ou disposer autrement ;

Acheter, posséder, transporter en garantie et vendre des actions, du stock, des débentures ou garantie d'aucune autre compagnie avec des fins similaires ou faisant des affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire tous les actes nécessaires à atteindre les fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Montmartre, Limitée", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six décembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, de Québec, Clovis Caron, registraire, de Louiseville, Wilfrid Baron Lafrenière, marchand, de Maskinongé, Emile Martial Chapdelaine, notaire, de Saint-Justin, et Pierre Gélinas, marchand, de Louiseville, dans les buts suivants :

Faire affaires comme électriciens, ingénieurs mécaniciens et manufacturiers ;

Acquérir, posséder, aliéner, et exploiter dans les limites des comtés Saint-Maurice, Maskinongé, et Berthier un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations ;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation, des contrats relatifs à un service d'éclairage ou de pouvoir électrique ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée ;

Aussi faire le commerce de farine, grain, provision sous toutes ses formes, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Louiseville, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Louiseville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

17-2 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 décembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par René Faribault, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant dans les cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa

To build houses on its own lands and lease, sell or exchange same ;

To pay for services rendered, property bought, lands and franchises, with debentures or paid up shares of this company, in whole or in part ;

To carry on the industry of dealer in and producers of plants, grains, flowers and nursery plants for the purchasers of lots of lands and the market in general ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company and enter into any arrangement for sharing profits, cooperation, reciprocal concession, and take or otherwise acquire shares and securities of such company, sell, hold, deal in or otherwise dispose of same ;

To purchase, hold, transfer as security and sell shares, the stock, debentures or securities of any other company having similar purposes or carrying on businesses capable to be conducted for the benefit of this company ;

To do all acts necessary to attain the purposes of this company, under the name of "La Compagnie Immobilière Montmartre Limitée", with a capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four thousand five hundred (4500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of December, 1912, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, of Québec, Clovis Caron, registrar, of Louiseville, Wilfrid Baron Lafrenière, merchant, of Maskinongé, Emile Martial Chapdelaine, notary, of Saint Justin, and Pierre Gélinas, merchant, of Louiseville, for the following purposes :

To carry on business as electricians machinists and manufacturers ;

To acquire, hold, alienate and exploit within the limits of the counties of Saint Maurice, Maskinongé and Berthier, one or more water powers, for the generation of electrical energy sufficient for the above operations ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all operations as are conducive to the attainment of the purposes for which this company is incorporated

Also to carry on a flour, grain and provision business, in all branches thereof, under the name of "La Compagnie Electrique de Louiseville, Limitée," with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety (499) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be at Louiseville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

18

Québec, 27th December, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by René Faribault, esquire, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repor-

faveur, des minutes, répertoire et index de feu Cléophas-Edouard Leclerc, en son vivant notaire public, des cité et district susdits. 5.2

tory and index of the late Cléophas Edouard Leclerc, in his lifetime notary public, of the aforesaid city and district. 6

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relatifs aux avis de Bill Privés

Relating to notices for Private Bills.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-
aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60 — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in

de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

5033

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction

ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent

the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

5034

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing in which its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the

être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges pécuniaires à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'ingénieur, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Toute personne qui demande à présenter un privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

5035

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Levis Dry Dock Realty Co., Limited", corps politique et incorporé, a été dissoute, conformément à une résolution passée par les actionnaires, à une assemblée tenue le 28 décembre 1912. 75

Province de Québec, }
District de Beauce. } Cour Supérieure
No 1021.

Rose Anna Giroux, épouse commune de biens, communauté légale de Omer Cliche, de Tring Junction, district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Omer Cliche, cordonnier, de Tring Junction susdit, Intimé.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de janvier 1913.

J. HUGHES FORTIER, avocat,
Procureur du demandeur,
Sainte-Marie, Beauce.

Saint-Joseph, Beauce, 7 janvier 1913. 95

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or for any amendment or by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

5036

Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the company "The Levis Dry Dock Realty Co., Limited", a body politic and corporate was dissolved, in conformity with a resolution passed by the shareholders, at a meeting held on the 28th December, 1912. 76

Province of Quebec, }
District of Beauce. } Superior Court
No. 1021

Rose Anna Giroux, wife common as to property, legal community of Omer Cliche, of Tring Junction, district of Beauce, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff;

vs

Omer Cliche, shoemaker, of Tring Junction aforesaid, Respondent.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the seventh day of January, 1913.

J. HUGHES FORTIER, advocate,
Attorney for plaintiff,
Sainte Marie, Beauce.

Saint Joseph, Beauce, 7th January, 1913. 96

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section du district de Québec.—Section of the district of Quebec.

Examens des candidats pour l'étude du Droit.—Examinations of candidates for the study of Law.

Examen de janvier 1913.—Examination of January, 1913.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Age.	Residence.	College.
Leblanc.....	J. Allan.....	21 ans.—years	Dalhousie, N. B.	Du Sacré Cœur Caraquet, N. B.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.
Québec 2 janvier.—2nd January, 1913. 67-8

BARREAU DU DISTRICT DE QUEBEC.—BAR OF THE DISTRICT OF QUEBEC.

Examens pour la pratique du droit.—Examination for the practice of Law.

Examens de janvier 1913.—Examination of January 1913.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Brasset	Maurice	28 ans—years	Québec.
Darveau	Charles	24 " "	"
Godbout.....	Ers Xavier.....	24 " "	"
Morin	Maxime	25 " "	"
Simard.....	Raoul.....	25 " "	Basie Saint-Paul.
Thériault.....	Elisée.....	28 " "	Québec.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.
Québec, 30 décembre—30th December, 1912. 47-48-2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 14 janvier 1913.—Examinations, 14th January, 1913.

No	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.
1	Archibald.....	Kenneth.....	24 ans—years	Montréal.
2	Bissonnette.....	Jean Jacques	22 " "	"
3	Decary.....	Paul A.....	24 " "	"
4	Engel.....	John A.....	25 " "	"
5	Handfield.....	L. Albert.....	22 " "	"
6	Hoyles	Hugh L.....	32 " "	" du Barreau d'Ontario—of the Ont. Bar.
7	Laramée.....	H.....	26 " "	Saint François du Lac.
8	Lavery.....	Salluste.....	24 " "	Montréal.
9	Leblanc.....	Wilfrid R.....	29 " "	"
10	Marcus.....	Marcel.....	22 " "	"
11	Marion.....	N. J.....	37 " "	"
12	Montle.....	J. M.....	32 " "	"
13	Morier.....	J. Eudore	26 " "	"
14	Goldenberg.....	M.....	22 " "	"

GUILLAUME SAINT PIERRE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 28 décembre.—28th December, 1912. 45-6-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 529.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Iréné Valois, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de J. André Laplante, du même lieu, journalier, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son mari.

HENRI TURCOTTE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 30 décembre 1912. 23-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2807.

Dame Alexandrine Coutu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph H. Latraverse, ci-devant du même lieu, mais maintenant absent de cette province, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Joseph H. Latraverse, ci-devant de la cité et du district de Montréal, maintenant absent de cette province, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 novembre 1912.

JOSEPH ADAM,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 5 décembre 1912. 5145-5

Cour Supérieure.—Beauce.
No 982.

Dame Ludvine Lacombe, de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, épouse commune en biens de Joseph Achilas Dallaire, du même lieu, marchand, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Achilas Dallaire, marchand, de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6e jour de décembre 1912.

HAMEL & FARIBAUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 9 décembre 1912. 5149-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2095.

Dame Florida Bernier, épouse de Ulric alias Uldéric Desjardins, typographe, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ulric alias Uldéric Desjardins, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 décembre 1912.

J. H. O. PAPILLON,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 12 décembre 1912. 5213-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2879.

Dame Alfreda Ouellette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Edmund Marcil, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Alfred Edmund Marcil, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 7e jour de décembre 1912.

MARGOLESE & TRITT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 décembre 1912. 59-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 529.

Notice is hereby given that Dame Marie Iréné Valois, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of J. André Laplante, of the same place, laborer, has taken, this day, an action in separation as to property against her husband.

HENRI TURCOTTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th December, 1912. 24

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2807.

Dame Alexandrine Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as property of Joseph H. Latraverse, formerly of the city and district of Montreal, but now absent from the province, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Joseph H. Latraverse, formerly of the city and district of Montreal, but now absent from the province, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 25th day of November, 1912.

JOSEPH ADAM,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th December, 1912. 5146

Superior Court.—Beauce.
No. 982.

Dame Ludvine Lacombe, of the parish of Saint-Evariste de Forsyth, wife common as to property of Joseph Achilas Dallaire, of the same place, merchant, and hereto duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Joseph Achilas Dallaire, merchant, of the parish of Saint-Evariste de Forsyth, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 6th day of December, 1912.

HAMEL & FARIBAUT,

Attorneys for plaintiff

Saint Joseph, Beauce, 9th December, 1912. 5150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2095.

Dame Florida Bernier, wife common as to property of Ulric alias Uldéric Desjardins, typographer, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Ulric alias Uldéric Desjardins, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

J. H. O. PAPILLON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th December, 1912. 5214

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2879.

Dame Alfreda Ouellette, of the city and district of Montreal, wife of common as to property of Alfred Edmund Marcil, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Alfred Edmund Marcil, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been entered by the plaintiff herein against the defendant, on the 7th December, 1912.

MARGOLESE & TRITT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th December, 1912. 60

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1075.

Dame Elizabeth Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emery Sauriol, entrepreneur, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 décembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 décembre 1912. 5217-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2726

Dame Georgiana Paiement a intenté une action en séparation de biens contre son mari, Wilfrid Theriault.

MOUSSEAU & GAGNE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 23 décembre 1912. 5309-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 459.

Dame Laura Gagnon, de East Angus, dans le district de Saint-François, épouse de George Arthur Corriveault, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs
Le dit Georges A. Corriveault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 décembre courant.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 décembre 1912. 49-2

Province de Québec, }
District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
No 481.

Dame Amabella Richer, de la paroisse de Sainte-Cécile de Whiston, épouse de Henry Boudreau, journalier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens, contre son mari, le 30 décembre 1912.

EDGAR LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 30 décembre 1912. 43-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Roberval. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Horace I. Dumais, marchand, de Roberval,

et
Charles Joseph Sylvestre, de Montréal,
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Roberval, dit district.

ARMAND LEVESQUE,
Gardien provisoire.
Roberval, 24 décembre 1912. 85

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 260

Dans l'affaire de James T. Adamson, Robert A. Cameron, "J. T. Adamson & Co.," Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 8e jour de janvier 1913, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des susdits faillis.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1075.

Dame Elizabeth Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emery Sauriol, undertaker, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 6th December, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th December, 1912. 5218

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2726.

Dame Georgiana Paiement has instituted an action for separation as to property against her husband, Wilfrid Theriault.

MOUSSEAU & GAGNE,
Plaintiffs attorneys.
Montréal, 23rd December, 1912. 5310

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 459.

Dame Laura Gagnon, of East-Angus, in the district of Saint Francis, wife of Georges Arthur Corriveault, contractor, of the same place, duly authorized "à ester en justice",

Plaintiff ;

vs
The said Georges A. Corriveault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th December instant.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 27th December, 1912. 50

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 481.

Dame Amabella Richer, of this parish of Sainte-Cécile de Whiston, wife of Henry Boudreau, laborer, of the same place, has brought an action, against her husband for separation as to property, the 30th December, 1912.

EDGAR LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 30th December, 1912. 44

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Roberval. } *Superior Court.*
In the matter of Horace I. Dumais, merchant, of Roberval,

and
Charles Joseph Sylvestre, of Montreal,
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has made, this day, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Roberval, aforesaid district.

ARMAND LEVESQUE,
Provisional guardian.
Roberval, 24th December, 1912. 86

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 260.

In the matter of James T. Adamson, Robert A. Cameron, "J. T. Adamson & Co.," Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 8th day of January, 1913, by an order of the court, we have been appointed joint curator to the estate of the above named insolvents.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre nos mains sous trente jours, si elles ne sont pas déjà produites.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Chambre 415, bâtiment Dominion Express,
145, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 8 janvier 1913. 135

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "Asbestos Products Co. of
Canada", (James Cunningham), Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 8 du courant nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 8 janvier 1913. 129

District de Québec.

Dans l'affaire de Blanche Lizotte, de Québec,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 8 janvier 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtiment de la Cie du Richelieu.
Québec, 8 janvier 1913. 111

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3.

Dans l'affaire de Jos. Lorenzo Larivière, Jean Louis Rouillier, "Larivière & Rouillier", Montréal,
[Failli.

Avis est par le présent donné que, le 8e jour de janvier 1913, les susdits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, pour le district de Montréal.

JOSEPH DESAUTELS,
HENRI DESROSIERS.
Députés gardiens provisoires.

Montréal, 8 janvier 1913. 133

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 253.

Dans l'affaire de Eliass Sowmah, commerçant, ci-devant de la ville de La Tuque, et actuellement absent de la province, dans des lieux inconnus,
Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné, que, le 2 janvier 1913, une demande de cession a été produite au greffe de cette cour, et que M. Silviano Dugal, comptable, de la cité des Trois-Rivières, a été nommé gardien provisoire aux biens du dit débiteur absent.

Avis est aussi donné que, en vertu d'une ordonnance rendue par la cour supérieure des Trois-Rivières, en date du 4 janvier courant, une assemblée des créanciers a été fixée au 26 janvier 1913, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice à Trois-Rivières, aux fins de donner leur avis sur la nomination du curateur et des inspecteurs à la dite faillite.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 4 janvier 1913. 113

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days, if not already filed.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

Room 415, Dominion Express Building,
145, Saint James street, Montreal.
Montreal, 8th January, 1913. 136

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter Asbestos Products Co. of Canada,
(John Cunningham), Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 8th instant, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 8th January, 1913. 130

District of Québec.

In the matter of Blanche Lizotte, of Québec,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 8th of January, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 8th January, 1913. 112

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3.

In the matter of Jos. Lorenzo Larivière, Jean Louis Rouillier, "Larivière & Rouillier", Montréal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 8th day of January, 1913, the above named insolvents have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors in the prothonotary's office, for the district of Montreal.

JOSEPH DESAUTELS,
HENRI DESROSIERS.
Deputy provisional guardians.

Montreal, 8th January, 1913. 134

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 253.

In the matter of Eliass Sowmah, trader, heretofore of the town of La Tuque, and now absent from the province, in parts unknown,
Insolvent debtor.

Notice is hereby given that, on the 2nd January, 1913, a demand of assignment was filed in the office of the clerk of the court and that Mr. Silviano Dugal, accountant, of the city of Three Rivers, was appointed provisional guardian to the property of the said absentee debtor.

Notice is also given that, in virtue of an order issued by the superior court of Three Rivers, dated the 4th January instant, a meeting of the creditors was fixed for the 25th January, 1913, at ten o'clock in the forenoon, at the court house in Three Rivers, for to give their advice respecting the appointment of a curator and inspectors of the said insolvency.

S. DUGAL,
Provisional guardian.

Three Rivers, 4th January, 1913. 114

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Onésime Archambault. "Syndicat
de Joliette", Joliette, Qué., Failli.
Avis est par le présent donné que, le deuxième
jour de janvier 1913, le susdit failli a fait un abandon
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers, au bureau du protonotaire pour le district
de Joliette.
JOSEPH DESAUTELS,
Député gardien provisoire.
Chambre 415, Bâtisse Dominion Express.
145, rue Saint-Jacques Montréal.
Montréal, 8 janvier 1913. 131

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Cusson, plombier, de Mont-
réal, Insolvable.
Avis vous est donné que, le 2^{ème} jour de janvier
1913, par un ordre de la cour, j'ai été nommé cura-
teur à la succession du sus-nommé qui a fait une
cession judiciaire de ses biens et effets pour le béné-
fice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon
bureau sous un mois de cette date.

NAPOLÉON ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice Banque de Québec,
11, Place d'Armes.
Montréal, 11 janvier 1913. 121

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Oswald Lejour, épiciier, de Mont-
réal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire et sera sujet à objection
jusqu'au 28 janvier 1913, après lequel jour le
dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 11 janvier 1913. 119

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Beauce, à savoir : } JOHN M. M. DUFF, Deman-
No 17730 } deur ; contre DELLE
MARY E. HALL, Défenderesse.

1^o Ce lot de terre connu et désigné comme la
moitié sud du lot numéro quarante (40), dans le
deuxième rang du canton de Ditchfield, des plan et
livre de renvoi officiels du dit canton de Ditchfield,
dans le ci-devant comté du Lac Mégantic, mainte-
nant formant partie du et sis et situé dans le comté
de Frontenac—circonstances et dépendances.

2. Ce lot de terre connu et désigné comme lot offi-
ciel numéro cinquante et un (51), dans le neuvième
rang du canton de Ditchfield, des plan et livre de
renvoi officiels du dit canton, dans le ci-devant
comté du Lac Mégantic, maintenant formant partie
du et sis et situé dans le comté de Frontenac—cir-
constances dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Agnès du Lac Mégantic le ON-
ZIÈME jour de FEVRIER prochain, 1913, à DIX
heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 8 janvier 1913. 123
[Première publication, 11 janvier 1913.]

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court*
In the matter of Onésime Archambault. "Syndicat
de Joliette", Joliette, Que., Insolvent.
Notice is hereby given that, on the second
day of January, 1913, the above named insolvent
has made a judicial assignment of his property for
the benefit of his creditors, in the prothonotary's
office for the district of Joliette.
JOSEPH DESAUTELS,
Deputy provisional guardian.
Room 415, Dominion Express Building.
145, Saint James street. Montreal.
Montreal, 3rd January, 1913. 132

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Joseph Cusson, plumber, Mont-
real, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 8th day of
January, 1913, by an order of the court, I was
appointed curator to the property of the said in-
solvent, who has made a judicial abandonment
of his property and assets for the benefit of his
creditors.

Sworn claims must be filed with me within a
month from this notice.

NAPOLÉON ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Quebec, 11th January, 1913. 122

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Oswald Lejour, grocer, of Mont-
real, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be open to
objection until the 28th January, 1913, after which
date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 11th January, 1913. 120

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-
mentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. - District of Montreal.

Beauce, to wit : } JOHN M. M. DUFF, Plain-
No. 17730, } tiff ; against DELLE MARY
E. HALL, Defendant.

1. That certain lot of land known and designated
as the south half of the lot number forty (40), in
the second range of the township of Ditchfield, on
the official plan and book of reference of said
township of Ditchfield, in the former county of
Lake Megantic, now forming part of and lying and
being in the county of Frontenac—circumstances
and dependencies.

2. That certain lot of land known and designa-
ted as official lot number fifty one (51), in the
ninth range of the township of Ditchfield, on the
official plan and book of reference of said township,
in the former county of Lake Megantic, now form-
ing part of and lying and being in the county of
Frontenac circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint
Agnes du Lac Mégantic, on the EL VENTH day
of FEBRUARY next 1913, at TEN o'clock in the
forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 8th January, 1913. 124
[First published, 11th January, 1913.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnée ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **ERNEST J. LEE**, De-
 District de Bedford. } mandeur ; contre
 No 8899. } les biens et effets et terres
 de **DAME NELLIE YATES ET VIR**, en leur qualité de tuteurs conjoints à **Ernest John Snyder**, enfant mineur de feu **W. Snyder**, Défendeurs, esqualité.

Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro quatre (4), du sixième rang, arpentage primitif, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, comme lot de cadastre cinq cent cinquante-cinq (555) ; borné au nord par le lot No 554, à l'est par un chemin public au sud par le lot No 556, et à l'ouest par un étang (Selby Lake, ainsi appelé), contenant cinquante-deux acres et cinq dixièmes, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham, dans le district de Bedford, le **QUINZIEME** jour de **FEVRIER** prochain 1913, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 7 janvier 1913. 125
 [Première publication, 11 janvier 1913.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **LACIE J. H. JACQUES**
 No 3760. } **& FILS, LIMITÉE** ; vs
JOSEPH JEAN, de Sainte-Anne.

Un emplacement sis et situé au village de Sainte-Anne, étant le numéro 99, du cadastre officiel du dit village—avec toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, le **ONZIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD.

Bureau du Shérif, Shérif.
 Chicoutimi, 7 janvier 1913. 115
 [Première publication, 11 janvier 1913.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **ONESIME HARVEY**, de
 No 3631. } Sainte-Anne, et **MAR-**
CCEL BOUCHER, de Chicoutimi ; contre **HECTOR GAGNON**, de Chicoutimi.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formé des lots numéros 126, partie non redivisée, et 126a du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le **DOUZIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD.

Bureau du shérif, Shérif.
 Chicoutimi, 7 janvier 1913. 117
 [Première publication, 11 janvier 1913.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **ERNEST J. LEE**, Plain-
 District of Bedford } tiff ; against the goods
 No. 8899. } and lands of **DAME NELLIE**
YATES ET VIR, in their quality of joint-tutors to **Ernest John Snyder**, minor child of the late **John W. Snyder**, Defendants, "es qualité".

That certain piece of land of irregular figure, forming part of lot number four (4), of the sixth range of the primitive survey of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number five hundred and fifty five (555) ; bounded on the north by lot No. 554, on the east by a public road, on the south by lot No. 556, and on the west by a pond, (Selby Lake, so called), containing fifty two acres and five tenths, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Croix, in the village of Dunham, in the district of Bedford, on the **FIFTEENTH** day of **FEBRUARY** next, 1913, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTT N,

Sheriff's office, Shérif.
 Sherbrooke, 7th January, 1913. 126
 [First published, 11th January, 1913.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } **LACIE J. H. JACQUES**
 No. 3760. } **& FILS, LIMITED** ; vs
JOSEPH JEAN, of Saint Ann.

An emplacement being and situate in the village of Saint Ann, bearing number 99, on the official cadastre for the said village—with all buildings erected thereon and all dependencies.

To be sold at the church door of Saint Ann, on the **ELEVENTH** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff office, Shérif.
 Chicoutimi, 7th January, 1913. 116
 [First published, 11th January, 1913.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } **ONESIME HARVEY**, of
 No 3631. } Sainte-Anne and **MAR-**
CCEL BOUCHER, of Chicoutimi ; against **HECTOR GAGNON**, of Chicoutimi.

All that small lot of land or emplacement composed of lots numbers 126, undivided part, and 126a of the official cadastre for the town of Chicoutimi—with dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the **TWELFTH** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD.

Sheriff's office, Shérif.
 Chicoutimi, 7th January, 1913. 118
 [First published, 22th January, 1913.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } **D A M E E M M A**
No 4907. } **D O U E L L E T E T V I R.**
Demanderesse ; contre **FRANCOIS BERUBE,**
fils, Défendeur, saisissant.

1° Le lot de terre (No 44) numéro quarante-quatre, du cadastre officiel pour le huitième rang du canton Cabano, dans le comté de Témiscouata.

2° Le lot de terre (No 45) numéro quarante cinq, du dit cadastre et pour le même rang que ci-dessus.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eusèbe, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **JANVIER 1913**, à **DIX** heures du matin.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 18 décembre 1912. 5267-2
[Première publication, 21 décembre 1912.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } **D A M E E M M A**
No. 4907. } **D O U E L L E T E T V I R.**
Plaintiffs ; against **FRANCOIS BERUBE,** fils,
seizing, Defendant.

1. The lot of land number forty-four (No. 44), of the official cadastre for the eighth range of township Cabano, in the county of Temiscouata.

2. The lot of land number forty five (No. 45), of the said cadastre and for the aforesaid range.

To be sold as one lot, at the church door of the parish of Saint Eusèbe, on the **TWENTY SECOND** day of **JANUARY, 1913**, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 18th December, 1912, 5268
[First published, 21st December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST & LAND**
No 2269. } **COMPANY OF CA-**
NADA, Demandeur ; contre les terres et tene-
ments de **HORACE CHAGNON,** Défendeur, main-
tenant entre les mains de **Louis A. Bédard,** député
prothonotaire, curateur nommé par jugement du
20 novembre 1912, au délaissement fait par le dit
défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Hochelaga, portant le numéro deux mille cinq cent quarante, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-2540), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses dessus construites et droit de passage dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **TRENTIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 décembre 1912. 5259-2
Première publication, 21 décembre 1912, est nulle.
[Première publication, 28 décembre 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST & LOAN**
No. 2269. } **COMPANY OF**
CANADA, Plaintiff ; against the lands and tene-
ments of **HORACE CHAGNON,** Defendant, now
in the hands of **Louis A. Bédard,** deputy prothono-
tary, curator appointed by judgment of the 20th
November, 1912, to the surrender made by the said
defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, bounded in front by Hochelaga street, bearing the number two thousand five hundred and forty, of the official subdivision of lot number one hundred and forty eight (148-2540), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected and the right of way in the lane to the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTIETH** day of **JANUARY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 26th December, 1912. 5260
First publication, 21st December, 1912, is null
[First published, 28th December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **THEOPHILE LAPORTE,**
No 2651. } **D** Demandeur ; vs **ANDRE**
NAULT, SR, Défendeur ; et **Eugène Poirier** et

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **THEOPHILE LAPORTE,**
No. 2651. } **P** Plaintiff ; vs **ANDRE NAULT,**
SR, Defendant ; and **Eugène Poirier** and **Joseph**

Joseph Corriveau, mis en cause, et J. E. Couture, en sa qualité de curateur au délaissement fait par les dits mis en cause, à savoir :

Lot numéro vingt C (20 C), dans le cinquième rang du canton Hincks, dans le district d'Ottawa — avec un moulin à scie, une maison lambrassée et autres dépendances, y compris le chemin public passant sur les terres d'un nommé Martineau et Regis Duhaut.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le QUATORZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 10 janvier 1913. 105
[Première publication, 11 janvier 1913.]

Corriveau, "mis en cause", and J. E. Couture, in his quality of curator to the delaissement made by the said "mis en cause", to wit :

Lot number twenty C (20 C), in the fifth range of the township of Hincks, in the district of Ottawa — with a saw-mill, a frame house and other dependencies, including the road way passing over the lands of one Martineau and Regis Duhaut.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 10th January, 1913. 106
[First published, 11th January, 1913.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES ET HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux effectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } **RTHUR LEBCEUF**, comp-
No 194. } table, de la cité et du dis-
trict de Montréal, et **ARMAND LAROSE**, mar-
chand, de la paroisse de Verchères, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs des biens de la succession de feu Félix C. Larose, en son vivant marchand, de Verchères, Demandeurs ; contre **HERMAS LAROSE**, ci-devant de la paroisse de Verchères, et maintenant des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé sur la rue Sainte-Genève, au village de la paroisse de Verchères—avec boutique et appentis y érigés, connu et désigné sous le numéro 188, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères.

2° Un immeuble situé au village de la paroisse de Verchères—avec une manufacture, une maison et autres bâties y érigées, ainsi que tout l'outillage placé dans la dite manufacture à perpétuelle demeure, tels que bouilloires, engins, courroies, tours, machineries et utensiles de toutes sortes, servant à ex. loiter l'industrie du défendeur, le dit immeuble étant composé du lot No 104 et de la partie nord-est des lots Nos 100, 101 et 103, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères, de la contenance que le dit immeuble peut avoir renfermé dans les limites suivantes, qui sont ses bornes actuelles, étant borné en front au nord-ouest par la rue Saint-Pascal, au nord-est par le lot No 105, appartenant à Vital Chicoine, au sud-est par un ruisseau, au sud-ouest par Philibert Pigeon, la ligne sud-ouest étant indiquée par la clôture de division qui sépare la sud-est partie nord-est des lots Nos 100, 101 et 103 de la partie de ces mêmes trois lots appartenant à Philibert Pigeon, le dit immeuble contenant environ 100 pieds de front par environ 165 pieds de profondeur, le tout de mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, et le tout formant une seule et unique exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 17 décembre 1912. 5261-2
[Première publication 21 décembre 1912.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : } **RTHUR LEBCEUF**, account-
No. 194. } ant, of the city of Montreal,
and **ARMAND LAROSE**, merchant, of the parish of Verchères, both in their quality as testamentary executors and administrators of the property of the estate of the late Felix C. Larose, in his lifetime merchant, of Verchères, Plaintiffs ; against **HERMAS LAROSE**, heretofore of the parish of Verchères, and now of the city and district of Montreal, Defendant :

1. A lot of land situate on Saint Geneviève street, in the village of the parish of Verchères, — with shop and sheds erected thereon, known and designated under number 188, on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Verchères.

2. An immovable situate in the village of the parish of Verchères—with a manufactory, house and other buildings erected thereon, as well as all the permanent equipment placed in the said manufactory, such as boilers, engines, belting, lathes, machinery and tools of all kinds used in the operation of the business of the defendant, the said immovable being formed of lot No. 104 and of the north-east part of lot Nos. 100, 101 and 103, of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Verchères, of the area the said immovable may have enclosed within the following limits which area its present boundaries being bounded in front, to the north west by Saint Pascal street, to the north east by lot No. 105, belonging to Vital Chicoine, to the south east by a stream, to the south west by Philibert Pigeon, the south west line being indicated by the divisional fence, which separates the aforesaid north east part of lots Nos. 100, 101 and 103, from the other part of these same three lots belonging to Philibert Pigeon, the said immovable containing 100 feet in front by about 165 feet in depth, the whole english measure, without guarantee as to exact measurement, and the whole forming one single plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Verchères, on the TWENTY SECOND day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 17th December, 1912. 5262
[First published, 21st December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } **A.** C. LANDRY, Demandeur ; contre
No 4619. }
HUBERT PINEAU, Défendeur, savoir :

Les lots numéros quarante-cinq et quarante six, de la contenance de cent acres chacun, situés dans le premier rang du canton Massé, district de Rimouski—les bâtisses sus-construites. Sujet aux droits de Joseph Dufour sur une portion de terrain.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Angèle de Mérici, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 18 décembre 1912. 5269-2
[Première publication, 21 décembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **J**OSEPH ONESIME
No 134. } **L**EHOUILLIER,
Demandeur ; contre NARCISSE BOULANGER, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Narcisse, au deuxième rang connue et désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384) et trois cent quatre-vingt-cinq (385), au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Narcisse, contenant quatre arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Narcisse, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-deux (382), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur ; prenant son front au chemin public du deuxième rang, se terminant en profondeur au troisième rang, et joignant des deux côtés à Ernest Goyette.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 décembre 1912. 5253-2
[Première publication, 21 décembre 1912.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } **A.** C. LANDRY, Plaintiff ; against
No. 4619. }
HUBERT PINEAU, Defendant, to wit :

Lots number forty-five and forty-six (45 and 46), each containing one hundred acres, situate in the first range of township Massé, district of Rimouski, with buildings erected thereon, subject to the rights of Joseph Dufour on a portion of land.

To be sold at the church door of Sainte-Angèle-de-Mérici, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 13th December, 1912. 5270
[First published, 21st December, 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **J**OSEPH ONESIME LE-
No. 134. } **H**OUILLIER, Plaintiff ;
against NARCISSE BOULANGER, Defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint-Narcisse, in the second range, known and designated under numbers three hundred and eighty-four (384) and three hundred and eighty-five (385), on the official cadastre for the said parish of Saint-Narcisse, containing four arpents in front by twenty-five arpents in depth—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the second range of the parish of Saint-Narcisse, known and designated under number three hundred and eighty-two (382), on the official cadastre for the parish of Saint-Narcisse, containing two arpents in front by twenty-five arpents in depth ; bounded in front by the public road of the second range, and in depth by the third range, and adjoining on both sides to Ernest Goyette.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Narcisse, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th December, 1912. 5254
[First published 21st December, 1912.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE.

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier, que les propriétés ci-après mentionnées seront vendues à l'enchère publique, en l'hôtel-de-ville, au village de Papineauville, lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS mil neuf cent treize (1913), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-après nommées sur les divers lots de terre ci-dessous désignées, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE.

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Robillard, M. D., secretary treasurer, that the lots of lands hereinafter mentioned will be sold by public auction in the town hall, at the village of Papineauville, place where the sessions of the council are held, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH, nineteen hundred and thirteen (1913), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school tax and other charges due to the municipalities hereinafter named upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid, with cost, before the sale.

Municipalité de la partie ouest du canton de Lochaber.

Municipality of the west part of the township of Lochaber.

Nom du propriétaire. — Owners name.	Lot.	Rang. — Range.	Superficie. — Acres.	Montant. — Amount.
Succession—Est. Edward Hughes.....	26a	6	100	\$ 7 97

Municipalité du canton de Buckingham.—Municipality of the township of Buckingham.

Succession—Estate W. H. Walker.....	21a	7	114	13 58
Succession—Estate S. P. Franchot.....	18	9	224	36 74
Job W. Taylor.....	$\frac{1}{2}$ sud—south 6	11	103	19 94
James Cox.....	Partie nord du lot 12a ; borné au sud par le terrain de Dame P. A. Cosgrove—north part of lot 12a ; bounded south by land belonging Mrs. P. A. Cosgrove.	10	200	9 29
James Cox.....	Partie nord-est du lot 13 ; borné à l'ouest par Dame P. A. Cosgrove, sud par John F. Cox—north east part of lot 13 ; bounded west by Mrs. P. A. Cosgrove, south by John F. Cox.....	10	50	9 74

Municipalité du village de Masson.—Municipality of the village of Masson.

Veuve—widow Frappier..	1347	1er-1st Buckingham.	178	7 84
“ “ “	1429 1348	1er-1st Buckingham.	178	4 28

Municipalité de Hartwell et Preston.—Municipality of Hartwell and Preston.

Frank Dugas.....	26 & 27	5 Hartwell	169	17 69
Mathias Lamoureux, jnr.	28 & 29	5 “	165	7 31
Pierre Lacasse.....	15	6 “	100	20 14
Simon Vadeboncoeur....	26	6 “	105	10 62
Polycarpe Turpin.	$\frac{1}{2}$ nord—north 23	6 “	53	11 65
Frederic Draycott.....	$\frac{1}{2}$ sud—south 3	1er-1st Preston	50	18 41
Olier Filion.....	$\frac{1}{2}$ nord—north 3— $\frac{1}{2}$ sud—south 4	“	100	27 54
Jean Friset.....	20	“	100	13 01

Municipalité du canton Joly.—Municipality of the township Joly.

Nom du propriétaire.	Lot.	Rang.	Superficie.	Montant.
—	—	—	—	—
Owners name.	—	Range.	Acres.	Amount.
J. A. Bigonessé.....	13	G	99	76 15

Municipalité du canton Marchand.—Municipality of the township Marchand.

Gall Petroleum Co.....	54	1	100	4 68
Evariste Ekimberg.....	18 & 19	1	200	56 72
Louis Vermette.....	20 & 21	1	200	37 10
Joseph Pagé.....	50	1	100	47 98
Wilfrid Racette.....	90	Nord-ouest—North west.	116	2 26
Oswald Chasput.....	6	Est de la Rivière—East of River	125	29 07
Sam Wrublewsky.....	9	Sud—South Riv. Macaza.	133	32 60
Simon Messer.....	22	" "	129	21 40
Simon Messer.....	23	" "	117	19 69
Jacob Pascal.....	24	" "	126	27 10
Michel Stosky.....	16	Nord—North Riv. Macaza.	91	13 65
Vargeniet Sceicoula.....	17	" "	84	15 71
F. X. A. Racine.....	58-59	B	186	5 74
Melasppe Forge.....	61-62	B	212	5 10

Municipalité du village de l'Annonciation.

Municipality of the village of l'Annonciation.

Grand Maison & Fils, partie du lot No 48 ; borné en front par la rue Principale, à l'ouest par J. Pinault à l'est par le chemin de fer Pacifique Canadien, au nord par Ovide Giroux—avec bâtisses, rang sud-ouest de la rivière, canton Marchand.—Part of lot No. 48 ; bounded in front by Main street, west by J. Pinault, east by Canadian Pacific Railway, north by Ovide Giroux, —with buildings, rang south-west of the river, township Marchand, 66 x 100 pieds, feet..... 113.28

France Leduc, partie du lot No 51 ; borné en front par la rue Boileau, sud par la rue Saint-Charles Borromée, est par Henri Gariépy, nord par reste du lot 51—avec bâtisses, rang sud-ouest de la rivière, canton Marchand.—Part of lot No. 51 ; bounded in front by Boileau street, south by Saint Charles Borromée street, east by Henri Gariépy, north by remainder of lot 51—with buildings, range south west of river, township Marchand, 66 x 115 pieds, feet..... 24 31

Municipalité du Village de Cheneville.—Municipality of the Village of Cheneville.

Jean-Baptiste Lirette, Partie 12a borné au nord par Charles Z. Leblanc, à l'est par Henri Bonhomme, au sud par Olivier Lirette, à l'ouest par succession de Hercule Chéné, 2e rang d'Hartwell.—Part 12a bounded north by Charles Z. Leblanc, east by Henri Bonhomme, south by Olivier Lirette, west by estate Hercule Chéné, 70 x 215 pieds, feet..... 5.28

Edouard Dupuis, Partie 11c borné au nord par Pierre Strasbourg, à l'est par le chemin du 1er rang d'Hartwell, au sud par Eugène Sabourin, à l'ouest par la succession Hercule Chéné, 2e rang d'Hartwell.—Part 11c bounded north by Pierre Strasbourg, east by road of 1st range of Hartwell, south by Eugène Sabourin, west by estate Hercule Chéné, 2nd range Hartwell, 55 x 135 pieds, feet..... 11.30

Municipalité des cantons unis de Suffolk and Addington.

Municipality of the united township of Suffolk and Addington.

Félix Brazeau.....	13	1 Suffolk.	100	8 65
William Harman.....	22	1 "	100	4 74
Auguste Blais.....	½ Sud—South 8	2 "	50	13 31
David Deguire.....	15	4 "	100	18 36
Telesphore Deguire.....	16	5 "	100	16 10
Honorius Nantel.....	47	9 "	100	21 12
Maxime Dagenais.....	43	9 "	100	12 36
Edmond Chamallard.....	E. ½ 23	2 "	52	3 04
Emile Thushman.....	S. Pt. S. 31	4 "	2	1 60

Municipalité scolaire du Lac Windigo.—School municipality of Lake Windigo.

Nom du propriétaire. — Owners name.	Lot.	Rang. — Range.	Superficie. — Acres.	Montant. — Amount.
Pierre Carrière.....	12	1 Amherst.	100	13 63
Joseph Carrière.....	25	1 "	100	6 46
Delphis Leonard.....	30	2 "	100	12 45
Wilfrid Therrien.....	2	A Labelle.	100	10 86
L. A. Robillard.....	3-4	"	200	43 76

J. ROBILLARD, M. D.,
Secrétaire-trésorier.—Secretary-treasurer.

Donné à Thurso, ce 31 décembre 1912
Given at Thurso, this 31st December, 1912.

69-70

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE ROUVILLE.

Je, soussigné, H. Ste. Marie, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Rouville, donne avis public que les terrains ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, suivant les dispositions du code municipal, à Marieville, au palais de justice, dans la salle où le dit conseil tient ses sessions, MERCREDI, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes dues et des frais alors encourus, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ROUVILLE.

I, the undersigned, H. Ste. Marie, secretary treasurer of the municipal council of the county of Rouville, hereby give public notice that the lands hereinunder described will be sold by public auction, in accordance with the provisions of the municipal code, at Marieville, in the court house, in the hall where the said council holds its sittings, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of taxes due and the costs then incurred, to wit :

Municipalité scolaire de Saint-Paul d'Abbottsford.

School municipality of Saint Paul d'Abbottsford.

Noms des propriétaires. Names of proprietors.	No du rang. Range number.	No du cadastre. Cadastral No.	Montant dû. Amount due.
Adélarde Meunier.....	2	p. 374	\$9 27
Jos. Arpin.....	2	377	7 09
Geo. Lanctot.....	4	415	9 15
Adélarde Philibotte.....	6	p. 456	8 92
André Charbie.....	7	p. 485	7 15
Nap. Tr-han.....	8	502	8 99
Pierre Dion.....	8	505	7 55

H. STE. MARIE,
Secrétaire-trésorier.—Secretary-treasurer.

Donné à Marieville, ce quatrième jour de janvier mil neuf cent treize.
Given at Marieville, this fourth day of January, one thousand nine hundred and thirteen. 81-2

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SHEFFORD.

Bureau du secrétaire-trésorier du comté de Shefford.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph A. Perras, assistant-secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, au palais de justice, en la ville de Waterloo, en le susdit comté, MERCREDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités locales ci-après mentionnées, sur les divers lots et parties de lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, encourus avant le jour de la vente, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SHEFFORD.

Office of the secretary treasurer of the county of Shefford.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph A. Perras, assistant secretary treasurer of the aforesaid municipality, that the lands hereinafter described will be sold at public auction, at the county court house, in the town of Waterloo, in the said county, on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH next, 1913, at TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the local municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots and parts of lots hereinafter described, unless the same be paid, with the costs, incurred before the day of the sale, to wit :

Municipalité du village de Granby.—Municipality of the village of Granby.

Noms. — Names.	Occupation.	Description.	Taxes mun. — town taxes	Taxes scol. — School taxes.	Frais. — Costs.	Total.
Edgard Forand....	Journalier.— Laborer.....	½ nord—north 228, lot No 228....	\$39 36	....	.....	\$39 36

Municipalité du canton de Shefford.—Municipality of the township of Shefford.

Lancelot Booth....	Cultivateur.— Farmer.....	Lot No 647.—Lot No. 647.....	\$49 39		\$ 0 50	\$49 89
--------------------	------------------------------	------------------------------	---------	-------	---------	---------

Municipalité du canton d'Ely.—Municipality of the township of Ely.

Joseph Pariseau...	Bourgeois.— Gentleman.....	Partie No 37.—Part No. 37.....	\$ 5 56	\$ 5 51	\$ 0 25	\$11 32
--------------------	-------------------------------	--------------------------------	---------	---------	---------	---------

Municipalité de la partie est du canton de Stukely-Nord.

Municipality of the east part of North Stukely.

Ephrem Ethier....	Cultivateur.— Farmer.....	Lots 504, 596. Lots 504, 596...	\$ 9 99	\$ 9 63		\$19 62
-------------------	------------------------------	---------------------------------	---------	---------	-------	---------

(Signé—Signed) J. A. PERRAS,

Aast.-sec.-trés. C. M., comté de Shefford.—Aast.-sec.-treas. M. O., county of Shefford.
(Vraie copie — A true copy).

J. A. PERRAS,

Aast.-sec.-trés. C. M., comté de Shefford.—Aast.-sec.-treas. M. O., county of Shefford.

Donné à Waterloo, P. Q., ce troisième jour de janvier, A. D., mil neuf cent treize.—Given at Waterloo, P. Q., this third day of January, A. D., one thousand nine hundred and thirteen. 79-80

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
TEMISCOUATA.

Aux habitants de cette municipalité.

Avis public est par le présent donné par Félix Alonzo Talbot, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les terrains ou lots, ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au palais de justice, à l'Isle Verte, lieu où le conseil municipal du comté de Temiscouata tient ses sessions, MERCREDI, le CINQUIÈME jour de MARS prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et autres charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur ces terrains ou lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais encourus, avant la vente, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
TEMISCOUATA.

To the inhabitants of the said municipality.

Public notice is hereby given by Félix Alonzo Talbot, secretary treasurer of the aforesaid municipality, that the lands or lots hereinafter mentioned will be sold, by public auction, in the court house, at Isle Verte, place where the sessions of the municipal council of the county of Temiscouata are held, WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes and others charges due to the municipalities hereinafter mentioned, on the lots or lands described herebelow, unless the same be paid with costs incurred before the sale, to wit :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte.

In the municipality of the parish of Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte.

Noms des propriétaires. — Names of proprietors.	Etat. — Occupation.	Désignation des biens fonds. — Description of lots or lands.			Montant dû—Amount due.
		Rang. — Range.	Superficie —Area. — Acres.	No du cadastre ou du lot. — Cadastral or lots numbers.	
Dlle Edwidge Chabot....	Rentière.....	1er rang—1st range.	Environ.— about 1	186-187-188	\$ 6 48

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Hubert.

In the municipality of the parish of Saint-Hubert.

J.-Bte Lemelin.....	Cultivateur—Farmer.	8ème rang, canton Viger — 8th range, township Viger.	Environ.— about 100	2B-3A	\$ 7 10
J.-Bte Lemelin.....	" "	" "	150	7-8A	7 79
George Boucher.....	" "	" "	50	10A	9 29
Joseph Boucher.....	" "	" "	50	18B	7 56
Joseph Lapointe.....	" "	" "	100	23	11 53
Pierre Pelletier.....	" "	" "	100	26	39 29
Louis Morneau.....	" "	9ème rang, canton Viger — 9th range, township Viger.	50	19A	9 54
Louis Morneau.....	" "	" "	150	18-17A	5 41
Joseph Bélanger.....	" "	" "	50	19B	4 41

Les droits de la Couronne sont réservés sur les lots non patentés.—The Crown rights are reserved on the non-patented lots.

Donné à Cacouna, ce 4ième jour de janvier mil neuf cent treize.—Given at Cacouna, this 4th day of January, one thousand nine hundred and thirteen.

F. A. TALBOT.

83-84

Secrétaire-Trésorier, C. M. C. T.—Secretary Treasurer, M. C. C. T.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE DRUMMOND.

AVIS PUBLIC.

Drummondville, 7 janvier 1913.

Avis public est par les présentes donné par moi, Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le palais de justice, à Drummondville susdit, étant le lieu où se tiennent les sessions du conseil de cette municipalité, MERCREDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

PUBLIC NOTICE

Drummondville, 7th January, 1913.

Public notice is hereby given by me, Joseph Trefflé Caya, secretary-treasurer of the council of this municipality, that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction, in the court house, at Drummondville aforesaid, being the place where the sessions of the council of this municipality are held, on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred.

Dans la municipalité du canton de Kingsey, canton de Kingsey.

In the municipality of the township of Kingsey, township of Kingsey.

No du cadastre. Cadastral No.	Noms des propriétaires. Names of owners.	Rang. Range.	Etendue. Extent.	Montant dû. Amount due.
20b	Thomas Dalton.....	6	25	\$ 7 30
19b	Willie Desrochers.....	4	50	20 95
18c	do do	5	60	8 85
21b	Joseph Desrochers.....	5	50	13 10

Dans la municipalité du canton de Grantham, canton de Grantham.

In the municipality of the township of Grantham, township of Grantham.

Partie.—Part 9..	Majorique Thivierge.....	1	38 partie—part lot 12	59 53
------------------	--------------------------	---	-----------------------	-------

Bornée au N.-E. par Urgèle Lefebvre, au S.-O. par le lot 118 du cadastre, au S.-E. par le lot 8 et au N.-O. par le lot 11.—Bounded to the N. E. by Urgèle Lefebvre, to the S. W. by lot 118 of the cadastre, to the S. E. by lot 8, and to the N. W. by lot 11.

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, canton de Wendover.

In the municipality of the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, township of Wendover.

	J.-B. Blanchette.....	8	Partie—Part No. 1 $\frac{1}{2}$	4 85
Borné en front par le chemin entre Wendover et Simpson, au S.-O. par Ant. Leclerc, au N.-O. et au N.-E. par Nérée Savard.—Bounded in front by the road between Wendover and Simpson, on S. W. by Ant. Leclerc, on N. W. and N. E. by Nérée Savard.				
	Adelard St. Pierre.....	10	Partie—Part No. 11 1	10 20
Borné en front par le chemin de la route de Mitchell, au sud et à l'ouest par Louis Lajoie, et au nord par Ovide Brouillard.—Bounded in front by the route road of Mitchell, on south and west by Louis Lajoie, and on north by Ovide Brouillard.				
	Philippe Héli.....	10	Partie—Part No. 11 $\frac{1}{2}$	8 05
Borné en front par la route Mitchell, au sud par Ovide Brouillard, à l'ouest par Louis Lajoie et au nord par Ovide Brouillard.—Bounded in front by Mitchell route, on south by Ovide Brouillard, on west by Louis Lajoie, and on north by Ovide Brouillard.				
Partie - Part 374	Joseph Daigle..	.....	84	36 15
Borné en front par la ligne entre Wendover et Simpson, au S.-O. par François Cordeau, au N.-E. par Moïse Forcier, et au N.-O. par Philippe Côté.—Bounded in front by the line between Wendover and Simpson, on S. W. by François Cordeau, on N. E. by Moïse Forcier, and on N. W. by Philippe Côté.				

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, canton de Wendover.—Suite.

In the municipality of the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, township of Wendover.—Continued.

No du cadastre. Cadastral No.	Noms des propriétaires. Names of owners.	Rang. Range.	Etendue. Extent.	Montant dû. Amount due.
	Hormidas Paquette.....	13	Partie—Part No. 1—84	\$20 60

Borné en front par la ligne, cordon, entre les 12^e et 13^e rangs de Wendover, au N.-O. par Delphis Comeau, au N.-E. par le cordon du 14^e rang de Wendover, et au S.-E. par la ligne entre Wendover et Horton.—Bounded in front by the line between the 12th and 13th ranges of Wendover, on N. W. by Delphis Comeau, on N. E. by the line of the 14th range of Wendover, and on S. E. by the line between Wendover and Horton.

Canton de Simpson.—Township of Simpson.

	George St. Onge.....	9	Partie—Part No. 2—168	65 30
Etant les $\frac{2}{3}$ N.-O. du dit lot No 2.—Being the N. W. $\frac{2}{3}$ of the said lot No. 2.				

Canton de Wendover.—Township of Wendover.

	David Jutras.....	13	Partie—Part S. E. No. 6—140	46 85
--	-------------------	----	-----------------------------	-------

77-8

J. T. CAYA,
Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

Province de Québec.

COMTÉ DES DEUX MONTAGNES.

Avis public est présentement donné par Narcisse Forest, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté des Deux Montagnes, que les terrains ci-après désignés seront vendus par encan public au village de Ste-Scholastique, dans la salle du conseil municipal de ce comté, MERCREDI, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées sur les lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF TWO MOUNTAINS.

Public notice is hereby given by Narcisse Forest, secretary treasurer of the municipal council of the county of Two Mountains, that the hereinafter described lots of land will be sold by public auction at the said county hall, in the village of Ste-Scholastique, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes and charges due to the municipalities hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale, to wit :

Municipalité de St-Columban.—Municipality of St-Columban.

Noms. Names.	Numéros du cadastre. Numbers of cadastre.	Montant dû. Amount due.
Succession.—Estate Dwyer.....	147	\$35 50

Municipalité de Ste-Monique.—Municipality of Ste-Monique.

Joseph Pichette.....	Partie de 145 entre Albert Chartrand sur même No. 145 et Alfred e. Venant Lecompte sur No. 144.— Part of No. 145 between Albert Chartrand on same No. 145, and Alfred and Venant Lecompte on No. 144.	\$20.15
----------------------	--	---------

NARCISSE FOREST,

Sec.-trés. C.M.C.D.M.—Sec.-tres. M.C.C.T.M.

Ste-Scholastique 4 janvier.—4th January, 1913.

93-4

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE TERREBONNE.

Saint-Jérôme, 4 janvier 1913.

Je donne, par les présentes, avis publics que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public, au bureau du conseil municipal du comté de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, MERCREDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soit payées, avec les frais, au moins deux jours avant le jour ci-dessus, savoir :

OFFICE OF MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF TERREBONNE.

Saint Jérôme, 4th January, 1913.

I hereby, give public notice, that the lots and parcels of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the municipal county council room, in the town of Saint Jérôme, WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes and charges dues to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereinafter described, unless the same be paid, with costs, two days before the said aforesaid day, to wit :

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie.—In the municipality of the parish of Sainte Sophie.

Noms.—Names.	No du cadastre. — No. of cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
J. M. Talibard.....	178-179	\$ 1 67		\$ 1 67
Dame—Mrs. L. Ford.....	Partie—Part 191	15 90	\$5 40	21 30
Abraham Slobaski	Partie—Part 133	0 50	1 00	1 50

Dans la municipalité du village de New-Glasgow.—In the municipality of the village of New-Glasgow.

Noms.—Names.	No du cadastre. — No. of cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Jessey McArthur Irving.....	Partie-du lot—Part of lot 43	\$ 19 60	\$ 12 60	\$ 32 20

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme.—In the municipality of the parish of Saint Jérôme.

Noms.—Names.	No du cadastre. — No. of cadaster.	Concession.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total
Succession.—Estate Jean Gauthier....	480	Côte Dalousie	\$ 3 07	0 08	\$ 3 15
Ad. Lauzon.....	483	Côte Dalousie.....	11 17	0 08	11 25

Dans la municipalité de la partie est du canton Abercrombie.—In the municipality of the east part of the township of Abercrombie.

Noms.—Names.	Occupation.	Résidence.	Nos.	Rang.—Range.	Taxes municipales — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Adelaïde Carrière.....	Cultivateur.—Farmer.....	Saint-Casut.....	25 A	5ième.—5th Abercrombie.	\$ 7 74	\$ 12 50	\$ 20 24
" "	" "	" "	25 B	" " "	1 65	1 50	3 15

59

Dans la municipalité des cantons unis Deslabberry et Grandi en (Saint-Jovite).—In the municipality of the township of Deslabberry and Grandison (Saint Jovite).

Noms.—Names.	No du cadastre. — No. of cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Inconnu.—Unknow.....	447-451-452	\$ 9 63	\$ 27 68	\$ 37 31

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LEVIS.

Avis public est par les présentes donné par Michel Roberge, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public en la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, au lieu où le conseil municipal du comté de Lévis tient ses sessions. MERCREDI, le CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées sur les divers lots ci-après désignés à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF COUNTY OF LEVIS.

Public notice is hereby given by Michel Roberge, secretary-treasurer, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction in the parish of Saint Romuald d'Etchemin, at the place where the sessions of the municipal council of the county of Lévis are held, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots hereinafter described unless the same be paid with cost before the sale, to wit :

Municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire.

Municipality of the parish of Notre-Dame de la Victoire.

Noms des propriétaires.—Names of the owners.	No du cadastre. No. of cadastre.	Montant dû. Amount due.
Joseph Martineau.....	340-347	\$ 0 58
Elzéar Turcotte.....	341-346	0 58

Municipalité de la paroisse de Saint-David de l'Auberivière.

Municipality of the parish of Saint David de l'Auberivière.

J.-B. Carrier.....	Partie — part 94	2 30
--------------------	------------------	------

Municipalité de la paroisse de Saint-Henri de Lauzon.

Municipality of the parish of Saint Henri de Lauzon.

Albert Gagnon.....	79	41 74
--------------------	----	-------

Donné à Saint-Jean Chrysostôme, ce 7 janvier 1913.

Given at Saint Jean Chrysostôme, this 7th January, 1913.

107-108

MICHEL ROBERGE,

Sec.-trés. C. M. C. L.—Sec.-treas. M. C. C. L.

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE PORTNEUF

Avis public est par le présent donné, par Léonidas Dussault, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Portneuf, domicilié dans la paroisse St-Jean-Baptiste Les Ecureuils, que MERCREDI, le CINQUIEME jour du mois de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi, à Cap Santé, à la salle d'audience du conseil, les terrains ci-après décrits seront vendus par encan pour la cotisation et autres charges auxquelles ils sont affectés, à moins qu'ils ne soient payés avec les frais, savoir :

VILLAGE SAINT-RAYMOND

Un emplacement situé au village de Saint-Raymond, comté de Portneuf, connu sur le cadastre officiel de village de Saint-Raymond, comme la partie sud du lot No 549-14, mesurant 30 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, et la partie sud-ouest du lot No 549-13 mesurant 19 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, formant en tout 49 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, mesure anglaise. Comme appartenant à Sieur Joseph Bourassa, autrefois du village de Saint-Raymond, maintenant de Ville Montcalm, Québec, journalier.

Taxes municipales, 1910	\$1.20
Taxes municipales, 1911	1.20
Taxes municipales, 1912	1.20
Intérêt	.43
Taxes scolaire, 1911 à 1912	1.80
Taxes scolaire 1912-1913	1.80
Frais au sec.-trés., local	2.00

Doit aussi à Messieurs les syndics de Saint-Raymond, 1ère concession, N. E. Bourglouis No 549-13 et partie, années 1910, 1911, 1912, paiements à 95 2.85

Montant dû \$12.48

SAINT-REMI DU LAC AUX SABLES

Un lot portant le No 6 du cadastre officiel du 3e rang sud-ouest, du canton Chavigny appartenant à Narcisse Grenier, résidence inconnue :

Taxes municipales dues	2.41
Cotisations scolaires dues	2.99

Montant dû \$5.40

Un lot portant le No 60 du cadastre officiel dans le 1er rang Price, N. B., appartenant à F.-X. Auclair, cultivateur.

Taxes municipales dues	9.06
Taxes scolaires dues	23.34

\$32.40

Un emplacement appartenant à Téléphore Chartré, n'est pas cadastré, figure au rôle d'évaluation comme partie du lot No 16, Block B, Price, seigneurie des Grondines.

Cet emplacement doit faire partie du lot No 29 du même rang.

Taxes municipales dues	2.37
Cotisations scolaires	2.57

Montant dû \$4.94

N.-DAME DES ANGES

Un lot portant le No I, quatrième rang sud-

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF PORTNEUF

Public notice is hereby given by Léonidas Dussault, secretary treasurer of the municipal corporation of the county of Portneuf, domiciled at Saint Jean Baptiste Les Ecureuils, that on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH, next, at TEN o'clock in the forenoon, at Cap Santé, at the municipal hall, the following lands will be sold by public auction, for the hereinafter described taxes, and other charges for which they are liable, unless they are paid, with the costs, to wit :

SAINT RAYMOND VILLAGE

An emplacement situate in Saint Raymond Village, county of Portneuf, known on the official cadastre for Saint Raymond Village, as the south part of lot No. 549-14, measuring thirty (30) feet in front by eighty (80) feet in depth and the south west part of lot No. 549-13, measuring 19 feet in front by 80 feet in depth, english measure, as belonging to Mr. Joseph Bourassa, hethofore of Saint Raymond Village and now Ville Montcalm, Quebec, laborer.

Municipal taxes, 1910	1.20
Municipal taxes, 1911	1.20
Municipal taxes, 1912	1.20
Interests	.43
School taxes, 1911-1912	1.80
School taxes, 1912-1913	1.80
Costs to local secr.-treasurer	2.00

Also due to Messrs. Les Syndics of Saint Raymond, 1st concession, N. E. Bourglouis, No. 549-13 and part of lot, years 1910, 1911, 1912, 3 payments to 95 2.85

Amount due \$12.48

SAINT REMI DU LAC AUX SABLES

A lot bearing No. 6 on the official cadastre of the 3rd south west range of township Chavigny, belonging to Narcisse Grenier, residence unknown.

Municipal taxes due	2.41
School taxes due	2.99

Amount due 5.40

A lot bearing No. 60 on the official cadastre for the 1st range Price, N. B., belonging to F. X. Auclair, farmer.

Municipal taxes	9.06
School taxes	23.34

Amount due \$32.40

An emplacement befroming to Téléphore Chartré, not on the cadastre, entered in the valuation roll as part of lot No. 16, block B, Price, Seigneurie des Grondines. This emplacement should be part of lot No. 29 of the same range.

Municipal taxes	2.37
School taxes	2.57

Amount due \$4.94

NOTRE DAME DES ANGES

A lot bearing No. 1, fourth south west

ouest, comté de Montanbau, appartenant à Léo Valiquette, de lieux inconnus :

Taxes municipales 10.52
Taxes scolaires 14.60

Montant dû \$25.12

Comme appartenant à Arthur Lupien, du Lac aux Sables, étant le lot No 16, du deuxième rang sud-ouest, canton Chavigny :

Taxes municipales 19.40
Taxes scolaires 10.76

Montant dû \$30.16

Donné à Saint-J-Bte Les Ecureuils, lundi, ce 30e jour du mois de décembre 1912.

LEONIDAS DUSSAULT,
Sec.-trés. C. M. C. P.

87

range, townships Montanbau, belonging to Léo Valiquette, residence unknown.

Municipal taxes 10.52
School taxes 14.60

Amount due \$25.12

As belonging to Arthur Lupien, of Lac aux Sables, being lot No. 16, on the second south west range, township Chavigny.

Municipal taxes \$19.40
School taxes 10.76

Amount due \$30.16

Given at Saint Jean Baptiste Les Ecureuils, on Monday, this 30th day of the month of December, 1912.

LEONIDAS DUSSAULT,
Sec.-treas. M. C. C. of P.

88

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE
CHATEAUGUAY.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par Napoléon Mallette, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les lots de terre ci-dessous désignés seront vendus par encan public, au village de la paroisse de Sainte-Martine, au lieu où le conseil de la dite municipalité tient ses sessions, J E U D I, le SIXIEME jour du mois de MARS prochain (1913), à DIX heures de l'avant-midi, pour cotisations municipales et scolaires dues à la municipalité locale ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient plus tôt acquittées, avec les frais, avant le jour fixé pour la vente.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
CHATEAUGUAY.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by Napoléon Mallette, secretary treasurer of the said municipality, that the lots of land hereinafter designated will be sold by public auction, in the village of the parish of Sainte Martine, at the place where the sessions of the county council are held, on THURSDAY, the SIXTH day of MARCH next (1913), at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school assessments due to the local municipality hereafter designated, unless the same be sooner paid, with costs, before the day fixed for the sale.

Municipalité de la paroisse de Saint Malachie d'Orms'town.

Municipality of the parish of Saint Malachie d'Orms'town.

Nom de propriétaires. Name of owners.	No du cadastre. Cadastral No.	Superficies.	Rang. Range.	Taxes municipales. Municipal taxes.
Henry Winter	805	10 arp.	3rd Jamestown.	\$ 5 00
Elie Cramp	806	5 "	3rd "	2 26
Léon Primeau	888	20 "	4th "	10 76
Charles Beaupré	903	10 "	4th "	11 23
Charles Beaupré	906	15 "	4th "	6 32
Pierre Primeau	1164	33½ "	6th "	4 96
Pierre Primeau	1165	33½ "	6th "	5 84
Moïse Daignault	1181	100 "	6th "	21 32

NAP. MALLETTE,

Secrétaire-trésorier C. M. C. C. — Secretary-treasurer M. C. C. C.

Sainte Martine, 7 janvier 1913. — 7th January, 1913.

91-2

JAN 1913

20 JAN 1913

20 JAN

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BELLE-CHASSE.

Avis public est par le présent donné par le sous-signé, Antoine Gagnon, secrétaire-trésorier, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil, en la paroisse de Saint Raphaël, MERCREDI, le CINQUIÈME jour de MARS prochain (1913), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après mentionnées, et de tous frais encourus, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour de la vente.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BELLECHASSE.

Public notice is hereby given by the undersigned, Antoine Gagnon, secretary treasurer, that the lands hereafter mentioned will be sold by public auction, in the hall of the council, in the parish of Saint Raphaël, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next (1913), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal and school taxes due to the municipalities hereafter described, and all costs incurred, unless the said taxes be paid, with the costs, before the day of the sale.

Municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël.

Municipality of the parish of Saint Raphaël.

Propriétaires.	Concession ou rang.	Numéro du cadastre.	Montant dû.
—	—	—	—
Proprietors.	Concession or range.	Cadastral number.	Amount due.
Augustin Boissonnault.	Sault Nord.....	Partie du—part of No 256 ..	\$ 15 80

Municipalité de Roux, Bellechasse et Daquam.

Municipality of Roux, Bellechasse and Daquam.

Charles Coulombe.....	Chemin Mailloux.....	28 S. O.—W. & S. E.....	28 60
Xavier Vézina.....	Rang—range Saint-Hilaire.....	3 de—of Roux.....	56 08

Municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine.

Municipality of the parish of Sainte Sabine.

Alfred Fortin.....	12e rang—12th range Langevin..	1-50 acres.....	21 41
Joseph Boutin.....	2e rang—2nd range Bellechasse..	73-100, 44-50 acres.....	80 61

Municipalité de Saint-Philémon

Municipality of Saint Philémon.

Pierre Rouleau.....	Rang N. E. Chemin Mailloux....	27C canton-townsh. Mailloux	20 32
---------------------	--------------------------------	-----------------------------	-------

Saint-Raphaël, 7 janvier 1913.

Saint Raphaël, 7th January, 1913.

139-140

3

A. GAGNON,

Sec.-trés. C. M. C. de B.—Sec. treas. M. C. C. of B.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTE
D'ARTHABASKA.

Aux habitants de la dite municipalité.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par le sousigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans la ville d'Arthabaska, bâtiesse du bureau d'enregistrement, lieu des sessions du conseil, MERCREDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain (1913), à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes et autres charges auxquelles ils sont affectés et des frais encourus, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
ARTHABASKA.

To the inhabitants of the said municipality.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by Louis Lavergne, the under-signed secretary-treasurer, that the under mentioned lands are to be sold by public auction, in the town of Arthabaska, registry office building, place of the council meetings, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next (1913), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes due thereon and the costs incurred, to wit :

Municipalité de Chester-Ouest—Municipality of Chester West.

Noms des propriétaires	Canton	Rang	Lots primitifs Original lots	Cadastre	Superficie en acres	Montant dû Amount due
Names of owners.	Township	Range		Cadastre	Superficies in acres	
Succession Barthélemi Moreau.....	Chester.....	6	11	p. 108	60	\$32 84

Municipalité de la paroisse de Saint-Rosaire—Municipality of the parish of Saint-Rosaire.

Moïse Allard.....	Bulstrode.....	7	.....	p. 369	63	8 50
A. Laroche.....	Stanford.....	9	.....	p. 26b	63	5 62
W. Auger.....	".....	7	.....	24a	126	8 67
Z. Aharie.....	Bulstrode.....	7	.....	371-372	500	39 90
Dumoulin.....	".....	7	.....	p. 369	63	7 07
Napoléon Goulet.....	".....	5	.....	p. 265	126	40 51
Joseph Poirier.....	".....	3	.....	p. 171	84	21 36
H. Poirier.....	".....	3	.....	p. 171	84	36 12

Municipalité de la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton.

Municipality of the parish of Sainte-Clotilde de Horton.

Dame Arthur Aucoin.....	Horton.....	5	.....	203 C.	.....	17 21
Fortunat Boucher.....	".....	1	.....	24	.....	27 99
Fortunat Boucher.....	".....	2	.....	p. 47 p. 48	.....	59 14
Etienne Boudreau.....	".....	1	.....	27-28	.....	20 18
Zotique Beaudet.....	".....	4	.....	p. 148	.....	3 47
Zotique Beaudet.....	".....	5	.....	p. 215	.....	10 22
Israël Beaujac.....	Warwick.....	11	.....	1094-1095	.....	56 72
René Camirand.....	Horton.....	3	.....	p. 80-p. 81-p. 82	.....	14 72
Théophile Désilets.....	".....	5	.....	216	.....	24 29
Théophile Désilets.....	".....	6	.....	260	.....	41 64
Emery Deslandes.....	Simpson.....	9	.....	p. 16a-16b	.....	6 22
F. Xavier Gélinais.....	Horton.....	6	.....	p. 284-p. 285	.....	37 14
Eugène Larocque.....	".....	2	.....	74	.....	11 65
Edmond Lefebvre.....	Simpson.....	10	.....	p. 16c-p. 17a	.....	17 67
Désiré Ladouceur.....	".....	11	.....	12	.....	94 15
Albert Lacerte.....	Warwick.....	10	.....	p. 1067-p. 1070-p.	.....	18 04
				1071	.....	
Joseph Picard.....	".....	11	.....	1106	.....	18 56
Edouard St. Cyr.....	".....	11	.....	p. 1119-p. 1122-p.	.....	86 75
				1123	.....	
Joseph Thibault.....	".....	11	.....	1093	.....	49 89
Joseph Thibault.....	".....	11	.....	1102	.....	24 82
Edmond Vigneau.....	Horton.....	6	.....	261	.....	75 46

Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne du Sault.

Municipality of the parish of Sainte-Anne du Sault.

Noms des propriétaires	Canton	Rang	Lots primitifs Original lots	Cadastre	Superficie en acres	Montant dû Amount due
Names of owners	Township	Range		Cadastre	Superficies in acres	
J. L. Laplante.....	J. L. Laplante...	.....	.....	p. 39	9	\$ 1 25
Noël Gagnon.....	Noël Gagnon.....	.....	.....	$\frac{1}{2}$ E. 42	126	49 75
Pierre Durocher.....	Pierre Durocher.....	.....	.....	$\frac{1}{2}$ E. 216 à 223	63	27 85
E. C. Goodhue.....	E. C. Goodhue.....	.....	.....	p. 261	6	11 39

Les droits de la Couronne sont réservés sur ces terrains—Crown rights on these lands are reserved.
Bureau du conseil municipal du comté d'Arthabaska—Office of the municipal council of the county of Arthabaska.

L. A. LAVERGNE,
Sec.-trés. C. C. A.—Sec.-treas. C. C. A.
109-110

Arthabaska, 3 janvier 1913—3rd January, 1913.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE L'ISLET.

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de l'Islet, à tous les habitants du dit comté, que les terrains ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à Saint-Jean Port Joli, dans la salle de la cour de circuit du comté de l'Islet, MERCREDI, le CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont assujettis et des frais encourus, comme suit, savoir :

1° Comme appartenant à Pierre Bernier, journalier, résidant dans la paroisse de Saint-Marcel, un terrain d'environ cent acres en superficie et désigné au livre de renvoi et au plan officiel du cadastre pour le rang quatre du canton Arago, sous le numéro 34.

Montant dû..... \$2.94

2° Comme appartenant à Narcisse Lavallée, hôtelier et voyageur de commerce, absent du village Bonsecours, un emplacement situé du côté nord du chemin royal dans le dit village, contenant environ un quart d'arpent en superficie et désigné au livre de renvoi et au plan officiel du cadastre de la paroisse de l'Islet sous le numéro 194—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Montant dû..... \$38.51

Donné à Sainte-Louise, ce SEPTIÈME jour de janvier mil neuf cent treize.

JOS. ED. CARON,
149 Sec.-Trés. C. M. Co. L'Islet.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ISLET.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the municipal council of the county of l'Islet, to all the inhabitants of the said county, that the lands hereafter designated, will be sold by public auction, at Saint Jean Port Joli, in the hall of the Circuit Court of the county of l'Islet, on WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes for which they are liable and costs incurred, as follows, to wit :

1. As belonging to Pierre Bernier, laborer, residing in the parish of Saint Marcel, a lot of land of about one hundred acres in superficies and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the fourth range township of Arago, under number 34.

Amount due..... \$2 94

As belonging to Narcisse Lavallée, hotelkeeper and commercial-trader, absent from the village of Bonsecours, an emplacement situate on the north side of the public road in the said village, containing about one quarter of an arpent in superficies, and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of l'Islet, under number 194—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Amount due..... \$38.51.

Given at Sainte-Louise, this seventh day of January, one thousand nine hundred and thirteen.

J. ED. CARON,
150 Sec.-treas. M. C. Co. of L'Islet.

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE
D'ARGENTEUIL.

Avis public est par le présent donné par Gavin J. Walker, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots et parties des lots de terre ci-après mentionnés, seront vendus par encan public, dans la salle d'audience, dans le palais de justice, dans la ville de Lachute, dans le dit comté d'Argenteuil, MERCREDI le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour cotisations et frais dûs aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, à moins que les dites taxes soient payées, avec les frais encourus, avant le jour de la vente.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
ARGENTEUIL.

Public notice is hereby given by Gavin J. Walker, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Argenteuil, that the lots and parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction on the court room in the court house, building in the town of Lachute, in said county of Argenteuil on WEDNESDAY the FIFTH day of MARCE next, at TEN o'clock in the forenoon, for assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots or part of lots hereinafter described, unless the same are paid to me, with costs, before day of sale.

Nom du propriétaire ou occupant.	Résidant ou non résidant.	Rang.	Lot ou parti d'icelui—Lot or part thereof.	Taxes municipales.	Municipal tax.	Taxes scolaires.	School tax.	Frais.	Montant total.	Total amount.
Name of owner or occupant.	Resident or non resident.	Range	No du cadastre—No. on cadastre.					Costs.	Montant	Total
Succession—Estate John Boyd.....	Non résidant— Non resident.	8	Lot No. 797.....			\$ 3 13			\$ 3 13	
Dame—Mrs Wm Mon- crief.....	"	9	Lot No. 885.....			93			93	

Dans la municipalité du canton de Howard.

In the municipality of township of Howard.

John Lafontaine.....	Non résidant— Non resident.	2	Lot No. 9.....	23 66	9 64				33 30	
Charles Paquette.....	"	6	Lot No. 20.....	20 41	8 00				28 41	
Damas Heavey.....	"	1	$\frac{3}{4}$ du lot No 1 borné au nord par le lot No 2 dans le rang No un, au sud et à l'est par la Grande Ligne et à l'ouest par le résidu dudit lot No 1— $\frac{1}{4}$ of lot No. 1 bounded on the north by lot No. 2 in the No. one range, on south and east by the Grande Ligne and on the west by remainder of said lot No. 1.....	20 16	39 64				59 80	

Dans la municipalité du canton de Gore.

In the municipality of the township of Gore.

Charles Moore.....	Non résidant— Non resident.	2	Lot No. 15a.....	21 72	6 33	14 50			42 55	
Dame—Mrs. Wm. M. Conlin.....	"	1	Lot No 2, C, moins cette par- tie dudit lot vendue pour un cimetière—Lot No. 2, C, less that portion of said lot sold for a cemetery....	13 00	23 13	9 05			45 18	

Dans la municipalité du canton de Montcalm.

In the municipality of the township of Montcalm.

1° Toute cette partie du lot No 15 dans le premier rang, située au nord du chemin de front du dit lot.

Propriétaire, Geo. A. Mercier, non résident.
Montant dû pour taxes municipales et intérêt \$5.33

2° Ces parties de subdivisions No 1 du lot No 10 et de subdivisions No 1 du lot No 11 dans le deuxième rang, appartenant à la succession de feu Dame G. J. McKenzie, non résident.

Montant dû pour taxes municipales et intérêt \$1.01
Montant dû pour taxes scolaires et intérêt. 52

\$1.53

1. All that part of lot No. 15 in the first range lying to the north of the front road of said lot.

Proprietor Geo. A. Mercier non résident.
Amount due, for municipal taxes and interest \$5.33

2. Those parts of subdivisions No. 1 of lot No. 10, and of subdivisions No. 1 of lot No. 11 in the second range belonging to the estate of the late Mrs G. J. McKenzie, non resident.

Amount due for municipal taxes and interest \$1.01
Amount due for school taxes and interest. 52

\$1.53

GAVIN J. WALKER,

Sec.-trés. C. M. C. A.—Sec.-treas. C. M. C. A.

127-128

Lachute, 7 janvier.—7th January, 1913.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BERTHIER

Avis public est par les présentes donné par Théodore Gervais, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Berthier, que le terrain ci-après décrit, sera vendu par encau public, au palais de justice de la ville de Berthier, MERCREDI, le CINQUIEME jour du mois de MARS prochain (1913), à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires dues sur icelui, avec tous les frais encourus, à moins que le tout ne soit réglé avant la vente :

Municipalité de la paroisse de Saint-Michel des Saints.

Comme appartenant à J.-Bte St. Cyr, un terrain situé en la dite paroisse, connu au cadastre officiel sous le numéro huit (8), du premier rang Brassard ; borné au sud par le numéro neuf (9), au nord par le numéro sept (7), à l'ouest par le deuxième rang Brassard, à l'est par la rivière Mattawin.

Montant dû \$ 26 95

Donné à Berthierville, ce troisième jour de janvier mil neuf cent treize.

THEODORE GERVAIS,
Secrétaire-trésorier du C. M. C. B.

71

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA SECONDE DIVISION DU COMTÉ DE MATANE.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique au lieu ordinaire des sessions du conseil de comté, à la salle du bureau d'enregistrement, le PREMIER MERCREDI du mois de MARS 1913, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus :

Adolphe Hébert, lot 41, rang 3 Matalick, taxes municipales \$30.79, taxes scolaires \$5.09, total \$35.88.

Ludger Hébert, lot 40, rang 3 Matalick, taxes municipales \$30.48, taxes scolaires \$4.45, total \$34.93.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BERTHIER.

Public notice is hereby given by Theodore Gervais, secretary-treasurer, of the municipal council of the county of Berthier, that the lot of land hereinafter described, will be sold at public auction in the court house, of the town of Berthier, on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of MARCH next (1913), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of municipal and school taxes due thereon with all costs incurred, unless the whole be settled before the sale.

Municipality of the parish of Saint Michel des Saints.

As belonging to J. Bte St Cyr, a lot of land situate in the said parish known on the official cadastre, under number eight (8), of the first range Brassard ; bounded on the south by lot number nine (9), on the north by lot number seven (7), on the west by the second range Brassard, on the east by river Mattawin.

Amount due \$ 26 95

Given at Berthierville, this third day of January, one thousand nine hundred and thirteen.

THEODORE GERVAIS,
Secretary treasurer M. C. C. of B.

72

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF SECOND DIVISION OF THE COUNTY OF MATANE.

Public notice is hereby given, by the undersigned, secretary-treasurer, that the lands hereinafter designated shall be sold by public auction at the usual place of meeting of the county council, in the room of the registry office, on the FIRST WEDNESDAY of the month of MARCH, 1913, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of taxes for which they are liable and the cost incurred :

Adolphe Hébert, lot 4, range 3 Matalick, municipal taxes \$30.79, school taxes \$5.09, total \$35.88.

Ludger Hébert, lot 40, range 3 Matalick, municipal taxes \$30.48, school taxes \$4.45, total \$34.93.

Dame veuve N. LeBlanc, lot 40, rang 4, taxes municipales \$7.02, taxes scolaires \$1.01, total \$8.03.

Nazaire Pelletier, lot 14, rang (B) Humqui, taxes municipales \$11.92, taxes scolaires \$5.93, total \$17.85.

En foi de quoi, le présent avis à Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, ce 31e jour du mois de décembre 1912.

J. R. DIONNE,
Secrétaire-trésorier.

73

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner, — SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Octave de Dosquet, dans les comtés de Lotbinière et Mégantic, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Octave de Dosquet, dans les comtés de Lotbinière et de Mégantic, est formée de démembrements de chacune des paroisses de Sainte-Anastasie de Nelson, de Saint-Flavien et de Saint-Agapit et son territoire comprend :

1° Dans la paroisse de Sainte-Anastasie de Nelson, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 de chacun des rangs I, II, III, et les lots Nos 1, 2, 3-a, 3-b, 4, 5, 6 du rang IV, du cadastre officiel du canton Nelson.

2° Dans la paroisse de Saint-Flavien, les lots du cadastre officiel de cette paroisse, depuis y compris les Nos 439-a et 440 jusqu'au No 473 inclus, du rang Saint-Joseph sud-ouest du chemin central, ceux, depuis y compris les Nos 318-a, 319-b, 319-a, 320, jusqu'au No 367 inclus, du rang Saint-Joseph nord-est du chemin central, aussi les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit Nos de 61 à 78 qui avait été annexés en 1904 à la susdite paroisse de Saint-Flavien.

3° Dans la paroisse de Saint-Agapit, les lots du cadastre officiel de cette paroisse, Nos de 51 à 60 inclus dans la deuxième concession Davidson sud, et ceux de 79 à 88 inclus, dans la première concession Davidson nord.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Octave de Dosquet, ci dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de

Dame widow N. LeBlanc, lot 40, range 4, municipal taxes \$7.02, school taxes \$1.01, total \$8.03.

Nazaire Pelletier, lot 14, range (B) Humqui, municipal taxes \$11.92, school taxes \$5.93, total \$17.85.

In testimony whereof, the present notice at Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, this 31st day of the month of December, 1912.

J. R. DIONNE,
Secretary-treasurer

74

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS the secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Octave de Dosquet, in the counties of Lotbinière and Mégantic, in the said roman catholic diocese of Quebec, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint-Octave de Dosquet, in the counties of Lotbinière and Mégantic, is formed of the dismemberments of each of the parishes of Sainte-Anastasie de Nelson, of Saint-Flavien and Saint-Agapit, and its territory comprises :

1. In the parish of Sainte-Anastasie de Nelson, the lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 of each of the ranges I, II, III, and the lots Nos 1, 2, 3-a, 3-b, 4, 5, 6 of range IV of the official cadastre of the township Nelson.

2. In the parish of Saint-Flavien, the lots of the official cadastre of the said parish from and including the Nos. 439-a and 440 to No. 473 inclusively of the south-west Saint-Joseph range of the central road, those from and including Nos. 318-a, 319-b, 319-a, 320 to No. 367 inclusively of the north-east Saint-Joseph range of the central road, also the lots of the official cadastre of the parish of Saint-Agapit Nos from 61 to 78 which were annexed in 1904 to the aforesaid parish of Saint-Flavien.

3. In the parish of Saint-Agapit, the lots of the official cadastre of the said parish Nos. from 51 to 60 inclusively in the second concession Davidson south, and those from 79 to 88 inclusively in the first concession Davidson north.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Octave de Dosquet aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint

Saint-Octave de Desquet, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR FRANÇOIS LANGELIER**, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

155

Sous-secrétaire de la province

Canada,
Province de
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers Défenseur de la Foi Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, *Assistant-Procureur-Général* suppléant. } **A**TTENDU que dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le district de Chicoutimi, nous avons jugé à propos d'ordonner que les termes et séances de la cour de circuit dans et pour le comté du Lac Saint-Jean, seraient tenues à l'avenir à Hébertville Station au lieu d'Hébertville, et qu'il est opportun maintenant de fixer l'époque de la tenue de la Cour de Circuit dans et pour le comté du Lac Saint-Jean, à Hébertville Station :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions de l'article 3120 des statuts refondus de Québec, 1909, et de l'avis et du consentement de Conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que la cour de circuit pour le comté du Lac Saint-Jean, siégeant à Hébertville Station, sera tenue les quatorze et quinze mars, les dix et onze juin et les vingt-sept et vingt-huit novembre, chaque année, ces jours inclusivement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR FRANÇOIS LANGELIER**, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEPTIÈME jour de JANVIER, en l'année mil neuf cent treize de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Assistant secrétaire de la province.

169

Octave de Desquet, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **SIR FRANÇOIS LANGELIER**, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this TWENTY FOURTH day of DECEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

156

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec. }

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, *Acting Assistant Attorney General*. } **W**HEREAS in the interest of the proper administration of justice in the district of Chicoutimi, We have deemed fit to order that the terms and sitting of the circuit court in and for the county of Lake Saint John, be hereafter held at Hébertville station instead of Hébertville, and that it is now expedient to fix the date of the sitting of the circuit court, in and for the county of Lake Saint John, at Hébertville Station :

THEREFORE, under the provisions of article 3120, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order that the Circuit Court for the county of Lake Saint John, sitting at Hébertville Station, shall be held on the fourteenth and fifteenth of March, the tenth and eleventh of June, and the twenty seventh and twenty-eighth of November, every year, the said days inclusively.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **SIR FRANÇOIS LANGELIER**, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this SEVENTH day of JANUARY, in the year one thousand nine hundred and thirteen, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

170

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de janvier 1913, constituant en corporation MM. J. E. Emile Leonard, avocat, de Sainte-Rose, Louis Joseph Boileau, notaire, de Sainte-Anne de Bellevue, Lacasse Rousseau, électricien de Saint-Lambert, Zéphirin Filion et Gustave Monette, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Conduire les opérations d'entrepreneurs de tous travaux publics ou privés ; et généralement exercer le commerce d'entrepreneurs publics ou privés et de manufacturiers en tous genres de matériaux, articles, effets et marchandises ;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, tous terrains, y ériger des constructions de toutes sortes, et les vendre, louer ou autrement aliéner aux conditions que la compagnie pourra juger convenable, ainsi que tout immeuble que la compagnie pourra acquérir ;

Eriger, construire, acheter ou autrement acquérir toutes espèces de machineries servant à la construction ;

Acheter louer ou autrement acquérir et développer un pouvoir hydraulique pour la production de l'électricité, pour le commerce de la compagnie et l'utilité de ses propriétés ;

Acquérir le commerce et prendre en tout ou en partie les actifs, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations, commerce et clientèle de toute personne ou compagnie faisant tout commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à faire, et d'en payer la valeur en actions, obligations, débiteures ou garanties de la compagnie ;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des fins identiques à celles de la compagnie.

Prendre ou autrement acquérir et de tenir des actions dans toute autre compagnie faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, et tout commerce se rapprochant des fins pour lesquelles la compagnie est constituée ;

Faire des arrangements pour le partage des profits, union des intérêts, coopérations risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant un, ou engagée dans un commerce semblable à celui de la compagnie est autorisée à faire ;

Liquidier les affaires de la compagnie en aucun temps et partager entre les actionnaires de la compagnie, après que toutes les dettes auront été payées tout le surplus de l'actif ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs, faire tous commerces nécessaires à l'exécution de toutes les fins pour lesquelles la compagnie est constituée sous le nom de "Popular Construction Incorporated", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint Laurent.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de janvier 1913.

C. J. SIMARD,

161

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date de quatrième jour de janvier 1913, constituant en corporation MM. Joseph Alfred Savoie, marchand, P. Eudore Lacombe, gérant de banque, Antonio Painchaud, marchand, J. Albert Forand, gérant, et Louis J. Houde, avocat, de Plessisville, dans les buts suivants :

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1913, incorporating Messrs. J. E. Emile Leonard, advocate, of Sainte-Rose, Louis Joseph Boileau, notary, of Sainte-Anne de Bellevue, Lacasse Rousseau, electrician of Saint-Lambert, Zéphirin Filion and Gustave Monette, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on operations as contractor for any public or private works and generally carry on business as public or private contractor, manufacturer of all kinds of material, articles, goods and merchandise ;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title any lands, erect thereon structures of all kinds, sell, lease or otherwise alienate same, on the terms which the company may think convenient, as well as any immovable that the company may acquire ;

To erect, construct, buy or otherwise acquire all kinds of machinery used for building purposes ;

To purchase, lease or otherwise acquire and develop an hydraulic power, for the generation of electricity for the business of the company, and the requirements of its property ;

To acquire the business, and take over the whole or part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, liabilities and good will of any person or company carrying on business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay the value thereof with shares, bonds, debentures or securities of the company ;

To amalgamate with any other company having identical purposes to those of this company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company carrying on a similar business to that of the company, and any business in connection with the purposes for which the company is incorporated ;

To make arrangement for sharing profits, union of interest, corporation, joint risks, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in a similar business to that which the company is authorized to carry on ;

To liquidate the business of the company at any time and to divide among the shareholders of the company, after all liabilities have been paid, all the surplus of the assets ;

To do all such acts, exercise all powers, carry on all businesses necessary for the due carrying on of all the purposes for which this company is incorporated, under the name of "Popular Construction Incorporated", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Saint Laurent.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of January, 1913

C. J. SIMARD,

162

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1913, incorporating Messrs. Joseph Alfred Savoie, merchant, P. Eudore Lacombe, bank manager, Antonio Painchaud, merchant, J. Albert Forand, manager, and Louis J. Houde, advocate, of Plessisville, for the following purposes :

Acquérir, exploiter et construire des machines, appareils et des lignes pour faire et transporter l'énergie électrique pour toutes fins légales et faire à cet effet tous les travaux et opérations nécessaires ; Acquérir et développer des chutes ou pouvoirs d'eau pour les fins utiles à la compagnie ;

Acheter d'une autre compagnie ou d'un particulier l'énergie électrique pour en faire le commerce ;

Vendre et distribuer l'énergie électrique aux particuliers dans les comtés de Mégantic, Arthabaska, Lotbinière et Nicolet, ou aux corps publics ;

Acquérir, posséder et disposer des franchises et privilèges de toute corporation municipale et de tous pouvoirs publics ;

Conclure avec tout corps municipal, particulier ou compagnie des marchés dans l'intérêt de la compagnie susdite ;

Acquérir et posséder les propriétés, droits et pouvoirs des personnes et compagnies faisant des affaires pour le commerce de l'électricité ; s'amalgamer avec toute autre compagnie et faire les arrangements nécessaires pour parvenir à ces fins ;

Vendre ou autrement disposer de toutes ou partie des propriétés de la compagnie pour compensation d'argent, actions ou débetures de tout corps publics ;

Emprunter ou assurer le paiement d'argent par l'émission de débetures ou obligations, chargées en tout ou en partie sur les propriétés de la compagnie et acquérir ou racheter telles débetures ;

Emettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en paiement plein ou partiel de tout service rendu, franchise, propriété, droits ou pouvoirs que la compagnie pourra posséder et acquérir, sous le nom de "Compagnie Electrique Plessis" avec un capital de trente mille piastres (\$30,000.00), divisée en trois cent (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Plessisville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de janvier 1913.

C. J. SIMARD,

165

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept janvier 1913, constituant en corporation MM. Elzéar Baillargeon, avocat, J. P. E. Gagnon, comptable, Eugène Trudel, comptable, L. Létourneau, industriel, Arthur Picard, marchand, J. H. Fortier, marchand, Cy. Robitaille, marchand, de la cité de Québec, et Paul Tourigny, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Faire toutes les opérations concernant ou se rattachant à la construction en général, au pavage des rues, à l'exploitation et à la construction d'aqueducs ;

Acquérir, louer, vendre, posséder et hypothéquer des immeubles, faire toutes transactions quelconques concernant ou se rattachant à des immeubles, et les opérations d'agent d'immeubles, le tout avec tous les pouvoirs utiles ou nécessaires à la conduite des dits commerce, entreprises, industries ou transactions, et tout spécialement acquérir l'actif de l'ancienne compagnie "The Levis Dry Dock Realty Company, Limited", actuellement en liquidation ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, tout commerce et faire toutes autres opérations qui peuvent être exercées conjointement avec l'industrie de la compagnie ou qui sont de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telle autre ou de telles autres industries ;

Employer en tout ou en partie, ses fonds, débetures, ou autres valeurs pour l'achat d'actions, débetures ou autres valeurs d'autres corporations ;

Faire avec toute autre compagnie, tous arrangements concernant l'exploitation de leurs industries

To acquire, operate and construct machinery, apparatus and lines to make and distribute electric energy for any lawful purposes, and carry on for such object any works and operations necessary ;

To acquire and develop water powers or falls for purposes useful to the company ;

To purchase from any other company or individual electric energy to deal therewith ;

To sell and distribute electric energy to individuals within the counties of Mégantic, Arthabaska, Lotbinière and Nicolet, or to public bodies ;

To acquire, hold and dispose of the franchises and privileges of any municipal corporation and of all public powers ;

To negotiate contracts with any municipal body, individual or company in the interest of the aforesaid company ;

To acquire and hold the property, rights and powers of persons and companies carrying a business and dealing in electricity ; to amalgamate with any other company and make the necessary arrangements to obtain the said purposes ;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the property of the company for cash, stock or debentures of any public bodies ;

To borrow or insure the payment of money by the issue of bonds or debentures charged in whole or in part on the property of the company, and acquire or redeem such debentures ;

To issue and allot fully paid up shares of the company in full or partial payment for any service rendered, franchise, property, rights or powers that the company may hold and acquire under the name of "Compagnie Electrique Plessis" with a capital of thirty thousand dollars (\$30 000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Plessisville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of January, 1913.

C. J. SIMARD,

166

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of January 1913, incorporating MM. Elzéar Baillargeon, advocate, J. P. E. Gagnon, accountant, Eugene Trudel, accountant, L. Létourneau, manufacturer, Arthur Picard, merchant, J. H. Fortier, merchant, Cy. Robitaille, merchant, of the city of Quebec, and Paul Tourigny, of Victoriaville, for the following purposes ;

To carry on all operations connected with or incidental to constructions work in general, street paving the exploitation and construction of water-works ;

To acquire, lease sell, dispose of and hypothecate immovables, negotiate all transactions whatsoever in connection with or incidental to real estate and the operations of real estate agents, the whole with all the powers useful or necessary to the carrying out of the said business undertakings and industries or transactions, and particularly to acquire the assets of the old company "The Levis Dry Dock Realty Company Limited" now in liquidation ;

To carry on any other industry, manufacturing or otherwise, any business and other operations which may be jointly carried on with the industry of this company or of a nature to enhance or render profitable the property of the company with all the powers necessary to carry on any other industry or industries ;

To employ, in whole or in part, its funds, debentures or other securities for the purchase of shares, debentures or other securities of other corporations ;

To make, with any other company any arrangement concerning the exploitation of their respective

respectives et se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions, taux, prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition ;

Faire toute autre chose en rapport, avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, avec le droit de vendre l'actif de la compagnie par une résolution des actionnaires représentant, au moins les deux tiers de la valeur du capital souscrit, sous le nom de "The Levis Dry Dock Realty Company Limited" avec un capital de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de janvier 1913.

J. C. SIMARD,

167

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 décembre 1912, constituant en corporation MM. Daniel Daignault et Joseph Lionel Lacroix, manufacturiers, J. Wilfrid Lacroix, marchand tailleur, de la cité de Montréal, Louis Philippe Barthe et Oscar A. Beriau, employés civil, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Posséder et construire des usines et fabrique pour la fabrication d'objets et effets en papier, pulpe, bois, ou en autre matière et sous toutes leurs formes ; faire le commerce de tous les produits fabriqués et faire le commerce de boîtes et autres effets en papier, bois ou autres matières semblables ; faire le commerce de bois brut ou préparé de quelque manière et sous quelque forme que ce soit ; faire et manufacturer et faire le commerce comme libraires, papetiers et autres commerces semblables ;

Acquérir et posséder et exploiter des propriétés mobilières et immobilières, des limites à bois, des pouvoirs d'eau, des usines et fabriques à vapeur ou avec moteurs électriques ou autres moteurs ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou autrement en disposer et aliéner en tant qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie projetée ;

Émettre des actions acquittées ou autrement ; émettre des obligations ou autres garanties de la compagnie pour toutes telles transactions que la compagnie projetée pourra faire et transiger en rapport avec ses opérations, fabrication et son commerce en général ;

Vendre louer et autrement disposer de l'entreprise de la compagnie projetée ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie projetée jugera à propos ou s'amalgamer avec toute personne, société, compagnie ou corporation faisant des affaires d'objets en tout ou en partie semblable à ceux de la compagnie projetée, aux termes et conditions que la compagnie projetée jugera à propos.

Acquérir toutes autres industries identiques à celle que la dite compagnie projetée sera autorisée à exercer et faire ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions et prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toutes telles acquisitions.

Acquérir toutes autres industries à celles que la compagnie projetée est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux prix et conditions qui seront convenues et établis et de payer avec des actions acquittées de la dite compagnie projetée ou autrement toutes telles acquisitions.

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent en faciliter la réalisation des fins de sa constitution ;

industries, and to amalgamate with any other company or companies ;

To acquire any similar undertaking to that which this present company is authorized to carry on, as well as its good-will and assets, on the conditions, terms and for the price which may be agreed upon, and to pay for any such acquisition with paid-up shares and obligations of this company ;

To do any other thing in connection with the foregoing powers, with the right to sell the assets of the company by a resolution of the shareholders representing at least two thirds of the amount of the capital subscribed, under the name of "The Levis Dry Dock Realty Company Limited", with a capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of January, 1913.

C. J. SIMARD,

168

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 30th day of December, 1912, incorporating Messrs. Daniel Daignault and Joseph Lionel Lacroix, manufacturers, J. Wilfrid Lacroix, merchant tailor, of the city of Montréal, Louis Philippe Barthe and Oscar A. Beriau, civil service clerks, of the city of Québec, for the following purposes :

To hold and construct shops and factories for the making of objects and ware's in paper pulp, wood, or in any other material under all their forms ; deal in all manufactured products and in boxes and other ware's in paper, wood or other similar material ; deal in rough lumber or lumber dressed in any manner and shape whatsoever ; make, manufacture and carry on business as booksellers, stationers and any other similar business ;

To acquire, hold and exploit moveable and immoveable property, timber limits, water powers, shops and factories operated by steam, electrical motors, or any other power.

To acquire by purchase or otherwise and hold, immoveables, hypothecate, sell, alienate or otherwise dispose of same, in so far as it may be useful and necessary to the projected company ;

To issue shares, paid up or otherwise ; issue bonds or any other securities of the company for any such transactions as the projected company may make and perform in connection with its operations, manufacturing and business in general ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the projected company or any part thereof for such consideration as the projected company may deem fit, or to amalgamate with any person, association, company or corporation dealing in goods wholly or partly similar to those of the projected company, on the terms and conditions that the projected company may think proper ;

To acquire any other industry identical to that which the projected company will be authorized to carry on and operate, as well as its good-will and assets on the conditions and for the amount agreed upon, and to pay for any such acquisition with paid up shares or bonds of the company ;

To acquire any industry other than that which the projected company is authorized to carry on, as well as its good-will and assets for the amount and on the conditions which may be agreed upon and fixed, and to pay for any such acquisition with paid-up shares of the projected company or otherwise ;

To do all the acts and carry on all operations which are accessory to those heretofore mentioned, or which may facilitate the accomplishment of the purposes of its incorporation ;

Construire, entretenir, exploiter, sur ses propriétés ou sur celles qu'elle possède ou possèdera, des lignes de télégraphe, téléphone, usines, bâtiments, moulins, usines et fabriques, entrepôt et hangars utiles et nécessaires pour ses opérations, sous le nom de "La Compagnie Lacroix Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents actions (800) de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

137

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1913, constituant en corporation MM. Octave Gaudet, commerçant, Omer Paris, hôtelier, Arthur Lambert, industriel, Patrick Henry Walsh, comptable, et Wilfrid Laliberté, avocat, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Transporter des personnes, marchandises et objets quelconques en voitures, autobus, automobiles et véhicules-moteurs ;

Faire le commerce de voitures, automobiles et véhicules-moteurs, en gros et en détail ;

Posséder des terrains ainsi que posséder et construire des bâtiments et garages utiles à ce commerce et faire tous autres actes utiles ou nécessaires à son commerce généralement ;

S'amalgamer avec toute personne, société ou compagnie faisant un commerce de même genre et accepter en paiement, soit de l'argent ou autres valeurs négociables, soit des actions acquittées de d'autres compagnies ;

Accepter en paiement d'actions des services, terrains et objets quelconques sous le nom de "Compagnie d'Autobus Victoriaville-Arthabaska", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de janvier 1913.

C. J. SIMARD,

153

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi concernant les sociétés agricoles et laitières (sec. 13, ch. 7, du titre 4ème des S. R. P. Q., 1909) M. Joseph Cyr et autres ont formé une société agricole et laitière sous le nom de "Union coopérative des laitières de Montréal", avec sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.
Québec, 9 janvier 1913. 145

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908. M. J. A. Gobeil, cultivateur, et autres, de la paroisse de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la paroisse de Chicoutimi", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton de Chicoutimi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage,

To construct, maintain and exploit on its property, or on any property which it holds or may hold, telegraph and telephone lines, shops, buildings, mills, factories, warehouses and sheds useful and necessary for its operation, under the name of "La Compagnie Lacroix Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this thirtieth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

138

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1913, incorporating Messrs. Octave Gaudet, trader, Omer Paris, hotelkeeper, Arthur Lambert, manufacturer, Patrick Henry Walsh, accountant, and Wilfrid Laliberté, advocate, of Victoriaville, for the following purposes :

To convey persons, merchandise and goods whatsoever in carriages, autobus, automobiles and motor vehicles ;

To deal wholesale and retail in carriages, automobiles and motor vehicles ;

To hold lands, own and construct buildings and garages requisite for this business and do all other acts useful or necessary to its business in general ;

To amalgamate with any person association or company carrying on similar business and to accept in payment cash or other negotiable securities, or paid-up shares of other companies ;

To accept services, lands and things whatsoever in payment for shares, under the name of "Compagnie d'Autobus Victoriaville-Arthabaska", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of January, 1913.

C. J. SIMARD,

154

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under the act respecting Farmers' and Dairymen's Associations (Sec. 13, ch. 7, title 4th R. S. P. Q., 1909). Mr. Joseph Cyr and others have formed a Farmers' and Dairymen's Association, under the name of "The Montreal Dairymen's Cooperative Union", with its principal place of business in the city of Montreal.

The undersigned Minister of Agriculture and Roads of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said Association.

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture and Roads.
Québec, 9th January, 1913. 146

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural association, 1908. Mr. J. A. Gobeil, farmer, and others, of the parish of Chicoutimi, county of Chicoutimi, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Cooperative Agricultural Association of the parish of Chicoutimi", with its chief place of business in the municipality of the township of Chicoutimi.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the pur-

ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le sousigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 8 janvier 1913.

JOS. ED. CARON,

143 Ministre de l'agriculture et de la voirie.

La compagnie "L. K. Comstock & Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J. W. Blair, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 30 décembre 1912.

La compagnie "International Home Purchasing Contract Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Ferdinand Roy, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 31 décembre 1912.

La compagnie "La Société Française de Spécialités Alimentaires (Produits Coc.)", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alfred Genairon, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 30 décembre 1912.

141

chase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 8th of January, 1913.

JOS. ED. CARON,

144 Minister of Agriculture and Roads.

The "L. K. Comstock & Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J. W. Blair, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 30th December, 1912.

The "International Home Purchasing Contract Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Ferdinand Roy, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 31st December, 1912.

The company "La Société Française de Spécialités Alimentaires (Produits Coc.)", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alfred Genairon, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 30th December, 1912.

142

Avis Divers

Avis est par les présentes donné que M. William H. E. Lépine, d'Ottawa, Ont., sera candidat aux examens du barreau de la province de Québec, pour l'admission à la pratique du droit, le 14 janvier, prochain.

J. A. PARENT,

Secrétaire Barreau de Québec,
district d'Ottawa.

163

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that Mr. William H. E. Lépine, of Ottawa, Ont., will be a candidate to the Quebec Bar of the province of Quebec, for the admission to the practice at law examinations on 14th January instant.

J. A. PARENT,

Secretary Bar of Quebec, district
of Ottawa.

164

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 4.

Dame Marie Rosalie Boulet dit Goulet, épouse commune en biens de Oscar Rinfret, embouteilleur, de la ville de Victoriaville, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Oscar Rinfret, de la ville de Victoriaville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,

Procureurs de la demanderesse.

Daté ce 8 janvier 1913. 147

Avis de Faillites

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
No 188.

Dans l'affaire de Jean Baptiste J. Phaneuf, Cédant.

Avis public est par le présent donné que, je soussigné, en vertu d'une ordonnance de cette cour en date de ce jour, ai été dûment nommé curateur aux biens du cédant ci-dessus mentionné, et les créanciers sont tenus de me produire sous trente jours, leur réclamation assermentée, à mon bureau, No 3, rue du Palais, cité de Saint-Hyacinthe.

P. DENIS,

Curateur.

Saint-Hyacinthe, 3 janvier 1912.

151

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Jacobs, Hart & Co., Ltd, Insolubles.

Avis est par le présent donné que, le 27e jour de décembre 1912, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur de cette succession.

Les réclamations, assermentées, doivent être produites à mon bureau, à un mois de cette date.

W. STUART GORDON,

Curateur.

Bureau : Chambre 7, Edifice Jacobs.

Montréal, 8 janvier 1913.

159

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Onésime Archambault, marchand, de la ville et du district de Joliette, y faisant commerce sous la raison sociale de "Syndicat de Joliette", Failli ;

et

Alphonse Marcotte, marchand, des cité et district de Montréal, y faisant affaires sous la raison sociale de "Marcotte Frères",

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Joliette.

J. A. PIETTE,

Avocat du gardien provisoire.

Joliette, 3 janvier 1913.

157

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 4.

Dame Marie Rosalie Boulet said Goulet, wife common as to property of Oscar Rinfret, bottler, of the town of Victoriaville, duly authorized "à ester en justice". Plaintiff ;

vs
The said Oscar Rinfret, of the town of Victoriaville, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case.

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Dated 8th January, 1913.

148

Bankrupt Notices

Superior Court—District of Saint Hyacinthe.
No. 188.

In the matter of Jean Baptiste Phaneuf, Insolvent.

Public notice is hereby given the I, the undersigned, by an order of the court dated this day, was duly appointed curator to the property of the aforesaid insolvent, and the creditors are requested to file their sworn claims, within thirty days, at my office, No. 3, Palace street, city of Saint Hyacinthe.

P DENIS,

Curator.

Saint-Hyacinthe, 3rd January, 1913.

152

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Jacobs, Hart & Co., Ltd, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 27th day of December, 1912, by order of this court, I have been appointed curator of this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

W. STUART GORDON,

Curator

Office : Room 7, Jacobs Bldg.

Montreal, 8th January, 1913.

160

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In the matter of Onésime Archambault, merchant, at the town and district of Joliette, and carrying on business there, under the name and style of "Syndicat de Joliette," Insolvent ;

and

Alphonse Marcotte, merchant, of the city and district of Montreal, carrying on business there under the name and style of "Marcotte & Frères,"

Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court at Joliette.

J. A. PIETTE,

Attorney for the provisional guardian.

Joliette, 3rd January, 1913.

158

Resolution

MUNICIPALITE DU COMTE DE RICHMOND.

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par le présent donné par le sous-signé, Percy Clare Duboyce, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Richmond, que le conseil de comté a, à sa session générale du onzième jour de septembre, 1912, tenue dans la bâtisse du palais de justice, dans la ville de Richmond, la place ordinaire des réunions du dit conseil, passé et adopté à l'unanimité une résolution à l'effet que la requête de MM. John T. Kendall, Michel L'Abbé *et al.*, et signé par plus des deux tiers des électeurs du canton Windsor, dans le dit comté, demandant de détacher les lots cadastrés suivants et leur érection en une nouvelle municipalité distincte et séparément sous le nom de "La Municipalité de la partie Nord du Canton de Windsor", soit accordée, et que la dite municipalité soit formée des lots suivants : 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, dans le septième rang, des plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Windsor, et 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 574a, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, dans le huitième rang des plan et livre de renvoi officiels du dit canton Windsor, et 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 669a, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, inclusivement, dans le neuvième rang des plan et livre de renvoi officiels du dit canton Windsor.

Le dit territoire étant borné au nord-ouest par le canton Cleveand, au nord-est, par la paroisse de Saint George de Windsor, par une ligne passant entre le sixième et septième rang du dit canton Windsor, au sud-est par le canton Stoke, et au sud-ouest par une ligne passant entre le neuvième et dixième rang du dit canton Windsor.

Le dit territoire est entièrement situé dans le comté de Richmond ainsi que la municipalité du canton Windsor, de laquelle le dit territoire doit être détaché.

Le territoire sus-nommé contient plus de trois cents âmes, et il reste dans ladite municipalité de Windsor, de laquelle le nouveau territoire ne doit être détaché au moins trois cents âmes.

La dite résolution a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et approuvée par décret de l'exécutif en date du quinze novembre 1912.

P. C. DUBOYCE, N.P.,

Secrétaire-trésorier.

Richmond, Québec, 18 novembre 1912. 169

Résolution

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RICHMOND.

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, Percy Clare Duboyce, secretary-treasurer, of the municipality of the county of Richmond, that the county council, at its general session, of the eleventh September, 1912, held in the court house, in the town of Richmond, the ordinary place of meeting of the council, passed and adopted a resolution to the effect that the petition of Messrs. John T. Kendall, Michel L'Abbé *et al.*, signed by more than two-thirds of the electors of the township of Windsor, in said county, and asking for the detachment of the following mentioned cadastral lots and their erection into a new, distinct and separate municipality under the name of "The Municipality of the North part of the township of Windsor", which was unanimously carried.

The lots mentioned as forming the new municipality are the following : 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, in the 7th range on the official plan and book of reference for said township of Windsor, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 574a, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, in the 8th range, on the official plan and book of reference of said township of Windsor, and lots Nos. 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 625a, 626, 627a, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 669a, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, inclusively, in the 9th range, on the official plan and book of reference of said township of Windsor, said territory being bounded on the north west by township of Cleveand, on the north east by the parish of Saint George de Windsor, by a line passing between the 6th and 7th ranges of said township of Windsor, on the south east by the township of Stoke, and on the south west by a line passing between the 9th and 10th ranges of said township of Windsor.

The territory in question is situate entirely in the county of Richmond as also in the municipality of the township of Windsor, from which said territory is to be detached ;

The territory in question contains more than three hundred souls and there remains in said municipality of Windsor, from which municipality said territory is to be detached a population of at least three hundred souls.

The said resolution has been submitted for the approval of Lieutenant-Governor of the province of Quebec, and approved by decree of the executive dated the fifteenth day of November, 1912.

P. C. DUBOYCE, N. P.,

Secretary Treasurer.

Richmond, Quebec, 18th November, 1912. 170

Index de la Gazette Officielle de Québec No 2.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bernier vs Desjardins	43
" Boulet dit Goulet vs Rinfret.....	75
" Coutu vs Latraverse.....	43
" Ethier vs Sauriol.....	44
" Gagnon vs Corriveault.....	44
" Giroux vs Cliche.....	41

AGRICULTURE, SOCIÉTÉS D' :— Société coopérative agricole de la paroisse de Chicoutimi, 73.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 31.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—Union coopérative des laitiers de Montréal, 73.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 39 ; Conseil législatif, 38.

CERCLES AGRICOLES, FORMATION DE :— Paroisse de Saint-François-Xavier des Hauteurs, 31.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :— L. K. Comstock & Coy, 74 ; International Home Purchasing Contract Coy, 74 ; La Société Française de Spécialités Alimentaires (Produits Coc.), 74.

COMPAGNIE DISSOUTE :— The Levis Dry Dock Realty Co., Ltd, 41.

EXAMENS :— BARREAU :—Montréal, 42 ; Québec, 42 ; Québec, 74.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Adamson et al.....	44
Archambault.....	46
Archambault.....	75
Asbestos Products Co of Canada.....	45
Cusson.....	46
Dumais.....	44

LETTRES PATENTES :—

Cie d'Autobus Victoriaville-Arthabaska.....	73
Cie Electrique de Plessisville.....	71
Investment Agencies, Ltd.....	32
La Cie Electrique de Louiseville.....	37
La Cie Immobilière Montmartre, ltée.....	36
La Cie Théâtrale de Trois-Rivières, ltée.....	35

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par René Faribault, 37.

PROCLAMATIONS :—Termes de la Cour de Circuit du comté du Lac Saint-Jean, 70 ; Paroisse de Saint-Octave de Dosquet, 69.

REQUÊTE :—Municipalité de la partie nord du canton de Windsor, 76.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Comité de :—Argenteuil, 66 ; Arthabaska, 64 ; Bellechasse, 63 ; Berthier, 67 ; Châteauguay, 62 ; Deux Montagnes, 57 ; Drummond, 56 ; Labelle, 51 ; Lévis, 60 ; L'Islet, 65 ; Matane, No 2, 67 ; Portneuf, 1 ; Rouville, 53 ; Shefford 54 ; Témiscouata, 55 ; Terrebonne, 58.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 2.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lacombe vs Dallaire.....	43
" Ouellette vs Marci.....	43
" Paiement vs Therriault.....	44
" Richer vs Boudreau.....	44
" Valois vs Laplante.....	43

AGRICULTURAL SOCIETY :—Cooperative agricultural association of the parish of Chicoutimi, 73.

ADVERTISEMENTS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 31.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—The Montreal Dairymen's Cooperative Union, 73.

PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 39 ; Legislative Council, 38.

FARMERS' CLUBS, FORMATION OF :—Parish of Saint François Xavier des Hauteurs, 31.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—L. K. Comstock & Coy, 74 ; International Home Purchasing Contract Coy, 74 ; La Société Française de Spécialités Alimentaires (Produits Coc.), 74.

COMPANY DISSOLVED :— The Levis Dry Dock Realty Co., Ltd, 41.

EXAMINATION :— BAR :— Montreal, 42 ; Quebec, 42 ; Quebec, 74.

FAILLIS —INSOLVENTS

Jacobs et al.....	75
Larivière et al.....	45
Lejour.....	46
Lizotte (Delle).....	45
Phaneuf.....	75
Sowmah.....	45

LETTERS PATENT :—

La Société Coopérative de Frais funéraires...	36
La Cie des Terrains Julien, ltée.....	34
La Cie Lacroix, ltée.....	72
Popular Construction, incorp.....	71
The Levis Dry Dock Realty Coy, Ltd.....	71

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— By René Faribault, 37.

PROCLAMATIONS :— Terms of the Circuit Court, county of Lake Saint John, 70 ; Parish of Saint Octave de Dosquet, 68.

PETITION :—Municipality of the north part of the township of Windsor, 76

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—County of :—Argenteuil, 66 ; Arthabaska, 64 ; Bellechasse, 63 ; Berthier, 67 ; Châteauguay, 62 ; Two Mountains, 57 ; Drummond, 56 ; Labelle, 51 ; Lévis, 60 ; L'Islet, 65 ; Matane No. 2, 67 ; Portneuf, 61 ; Rouville, 53 ; Shefford, 54 ; Témiscouata, 55 ; Terrebonne, 58.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEAUCÉ :—Duff vs Delle Hall, 46.
 BEDFORD :—Lee vs Dme Yates, 47.
 CHICOUTIMI :—Harvey et al vs Gagnon, 47 ; La Cie
 J. H. Jacques & Fils vs Jean, 47.
 KAMOURASKA :—Dme Ouellet et vir vs Bérubé &
 Fils, 48.
 MONTRÉAL :—The Trust & Loan Coy of Canada vs
 Chagnon, 48.
 OTTAWA :—Laporte vs Nault, 48.
 RICHELIEU :—Leboeuf et al vs Larose, 49.
 RIMOUSKI :—Landry vs Biheu, 50.
 TROIS-RIVIÈRES :—Lehouillier vs Boulanger, 50.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCÉ :—Duff vs Delle Hall, 46.
 BEDFORD :—Lee vs Dme Yates, 47.
 CHICOUTIMI :—Harvey et al vs Gagnon, 47 ; La Cie
 J. H. Jacques & Fils vs Jean, 47.
 KAMOURASKA :—Dme Ouellet et vir vs Bérubé &
 Fils, 48.
 MONTREAL :—The Trust & Loan Coy of Canada vs
 Chagnon, 48.
 OTTAWA :—Laporte vs Nault, 48.
 RICHELIEU :—Leboeuf et al vs Larose, 49.
 RIMOUSKI :—Landry vs Bineau, 50.
 THREE RIVERS :—Lehouillier vs Boulanger, 50.

20 JAN 1913

OK
APR 16 1913